

SONASID

2008

R a p p o r t a n n u e l

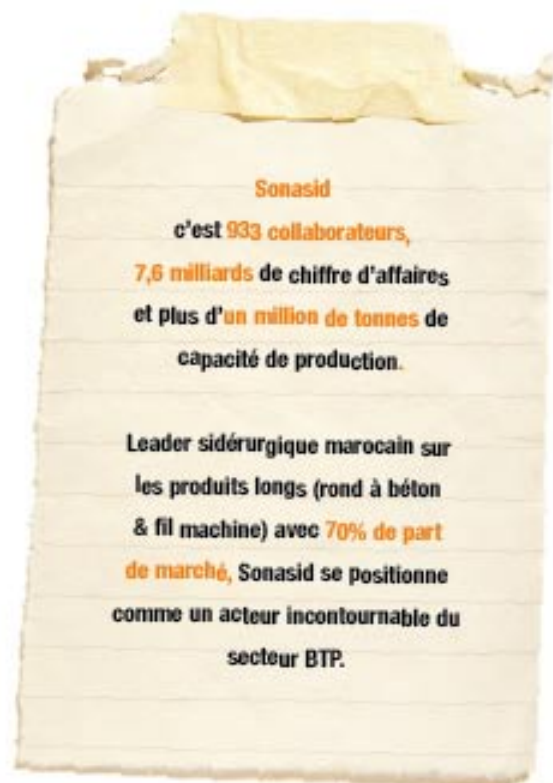


Sommaire

- 04. Profil
- 05. Message du Directeur Général
- 06. Faits marquants
- 07. Repères
- 08. Chiffres clés
- 11. La Gouvernance
- 14. Somasil et ses actionnaires
- 19. La Stratégie
- 22. L'Activité
- 35. Responsabilité sociale
- 40. Eléments financiers



Profil



Sonasid

**c'est 933 collaborateurs,
7,6 milliards de chiffre d'affaires
et plus d'un million de tonnes de
capacité de production.**

**Leader sidérurgique marocain sur
les produits longs (rond à béton
& fil machine) avec 70% de part
de marché, Sonasid se positionne
comme un acteur incontournable du
secteur BTP.**

Face aux enjeux de la mondialisation Sonasid poursuit son développement à travers la mise à niveau continue de son outil industriel et une politique commerciale de proximité.

Avec la gamme la plus complète sur le marché, Sonasid garantit disponibilité et qualité de ses produits selon les normes réglementaires. L'entreprise se positionne également sur le marché des armatures industrielles à travers sa filiale Longométa Armatures.

Véritable référence dans son domaine et consciente de sa responsabilité vis-à-vis de la société, Sonasid se distingue par son engagement citoyen au niveau régional et une démarche basée sur la promotion de l'investissement, la création d'emplois ainsi que la protection de l'environnement.

Le partenariat conclu en 2006 entre ArcelorMittal & SNI représente pour Sonasid une opportunité de développement et de synergies.



L'année 2008 a été exceptionnelle à double titre, elle a été remarquable pour Sonasid en termes de résultats avec un chiffre d'affaires en hausse de 23% à 7,622 milliards de Dirhams et inattendue à la fois en termes de conjoncture économique. La première moitié de l'année a en effet été marquée par un véritable emballement spéculatif mondial du prix des matières premières. La demande de ronds à béton a également flambé et les prix ont suivi la même envolée, des importations ont même dû être nécessaires pour satisfaire le marché. Demande qui s'est finalement avérée pour partie artificielle en raison des nombreux achats placés à titre spéculatifs ou de précaution ; si bien que lors du retournement économique mondial du second semestre les prix ont brutalement chuté en fin d'année pour revenir à ceux de janvier 2008. Deux raisons principales expliquent la forte baisse de la demande lors du second semestre, le ralentissement

Message du Directeur Général

des chantiers et les conditions climatiques mais surtout le déstockage massif des intermédiaires qui conservaient des produits à prix élevés qu'ils devaient écouler rapidement avant de se réapprovisionner. Dans ce contexte, malgré un recul de 10% des expéditions du fait de la brutalité de la crise au second semestre, le résultat d'exploitation s'est apprécié de + 7,3% pour atteindre 1200 MDH et le résultat net est en amélioration de 2,9% par rapport à 2007.

Sur le plan des investissements 2008, les efforts se sont particulièrement portés sur la performance technique de l'aciérie avec le changement des cuves du four qui s'est traduit par une économie d'électricité de l'ordre de 8% et une réduction de 25% de la consommation des réfractaires. La capacité de production du laminoir de Jorf Lasfar a également été augmentée de 20% par la mise en place du multi slitting. Une technologie qui consiste à produire simultanément à partir d'une seule billette trois voire quatre barres de ronds à béton ce qui permet d'accroître fortement la production de petits diamètres dont la demande est forte sur le marché marocain.

Concernant le laminoir de Nador, le revamping complet de la sortie de train du laminage est en cours de finalisation, un investissement

réparti sur plusieurs années dont une nouvelle tête de pose qui permettra d'améliorer sensiblement la gamme de produits avec des teneurs en carbone plus élevées et des diamètres plus importants. Sonasid s'apprête notamment à produire des ronds à béton de diamètre 14, voire 16 mm en couronnes, une innovation au Maroc.

En 2009, nous prévoyons de poursuivre le développement de ces projets d'investissements pour conforter les positions commerciales et renforcer les capacités de production, confiants dans les perspectives de croissance durable des marchés de la construction au Maroc.

Brahim Costa De Bragança



Faits marquants

- 2008**
Renouvellement des certificats NM ISO 9001 – 2000, NM ISO 14001-2004 et NM 005 801-2007.
Remise du 36^{ème} Trophée International pour la qualité.
Création de l'ASM (Association des Sidérurgistes Marocains) qui réunit les 3 producteurs de ronds à béton.
Lancement du projet SAP.
Journée internationale Santé & Sécurité avec ArcelorMittal.
Lancement de la démarche des 5 S.
- 2007**
Réalisation du projet CTI du site Nador.
Réussite du 2^{ème} audit de suivi de certification QSE intégrée, certificat de conformité aux référentiels NM ISO 9001, NM ISO 14001 et NM 00.5.801.
Publication des comptes en normes IFRS.
Conclusion du partenariat Sonasid / Nareva pour la création du parc éolien de 50 MW.
Journée internationale Santé & Sécurité avec ArcelorMittal.
Lancement de l'appel d'offres pour la mise en place de SAP.
- 2006**
Réussite du 1^{er} audit de suivi de certification QSE intégrée et certification NM des produits FeE400 NS et FeE500S produits par les laminoirs de Nador & Jorf Lasfar.
Certificat de conformité aux référentiels NM 00.5.801 du Système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail et NM ISO 14001 du Système de Management de l'Environnement.
Premier Prix National de Sécurité
- au Travail et Premier Prix National d'Encouragement Qualité dans les catégories « Grandes Entreprises ».
Conclusion du partenariat stratégique entre Arcelor et SNI pour le développement de Sonasid, transfert des participations respectives dans le capital de Sonasid à une société holding NSI « Nouvelles Sidérurgies Industrielles ».
Rapprochement entre Arcelor et Mittal Steel donnant naissance au Groupe ArcelorMittal, N°1 de l'acier.
- 2005**
Démarrage de l'aciérie électrique de Jorf Lasfar.
Certification de conformité au référentiel NM 00.5.801 du Système de Management de la Santé et de la Sécurité au Travail.
Certification NM ISO 14001 du Système de Management de l'Environnement.
Augmentation de la participation de Sonasid dans le capital de Longométal Armatures à 92%.
- 2004**
Certification NM (Normes Marocaines) du rond à béton de Jorf Lasfar.
- 2003**
Certification ISO 9001 version 2000.
Lancement de la TPM à Nador et à Jorf Lasfar.
Signature des principaux marchés relatifs à l'aciérie électrique.
- 2002**
Démarrage du nouveau laminoir de Jorf Lasfar.
Lancement du projet de l'aciérie

- électrique de Jorf Lasfar.
- 2001**
Certification ISO 9002 du site de Nador.
Certification NM des produits FeE400 non soudable et Fe500 soudable.
- 2000**
Lancement des travaux de réalisation du laminoir de Jorf Lasfar.
- 1998**
Acquisition de Longométal Industries.

- 1997**
Cession par l'Etat de 62% du capital de Sonasid à un consortium d'investisseurs institutionnels pilotés par la SNI.
- 1996**
Introduction de 35% du capital en bourse et démarrage de Longométal Industries à Casablanca.
- 1991**
Libéralisation des importations.
- 1984**
Démarrage de la production du laminoir de Nador.
- 1974**
Création de Sonasid par l'Etat marocain.

Repères



Les études technico-économiques menées durant de nombreuses années ont finalement abouti à l'opportunité d'un laminoir avec une intégration progressive en amont.
C'est ainsi que fut lancé le premier maillon d'une sidérurgie nationale dédiée principalement au secteur de la construction.

La production a démarré en mars 1984 avec le laminoir de Nador d'une capacité de production initiale de 420 000 tonnes et qui a été portée progressivement à 600 000 tonnes par an de ronds à béton et fil machine.
En 1996 Sonasid introduit 35% de son capital en bourse et en 1997 l'Etat cède 62% du capital à un



consortium d'investisseurs institutionnels pilotés par la SNI.

Pour faire face aux nouvelles contraintes du marché et aux impératifs de compétitivité, Sonasid a démarré en juillet 2002 un nouveau laminoir à Jorf Lasfar d'une capacité de production annuelle autour de 400 000 tonnes par an.
En 2003, Sonasid s'est lancée dans un ambitieux projet de réalisation d'une aciérie électrique à Jorf Lasfar qui a démarré en août 2005 et assure la production de la billette, matière première des laminoirs de Nador et Jorf Lasfar.

En 2005, Sonasid a procédé à l'augmentation de capital dans Longométal Armatures, activité développée initialement au sein de Longométal Afrique, amenant ainsi sa participation à 92%.
Le 3 mars 2006, un accord de partenariat entre ArcelorMittal & SNI a été conclu pour le développement de Sonasid. L'entreprise a depuis accès au réservoir de technologies et de compétences d'ArcelorMittal.



Chiffres clés

Les performances de l'année 2008 se sont traduites par une :

Forse hausse du chiffre d'affaires
+ 22,7%

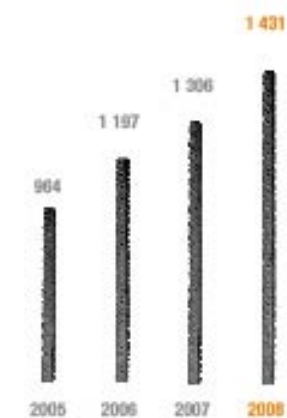
Progression de l'EBITDA
+ 9,6%

Appréciation du résultat d'exploitation
+ 7,3%

Amélioration du résultat net
+ 2,9%



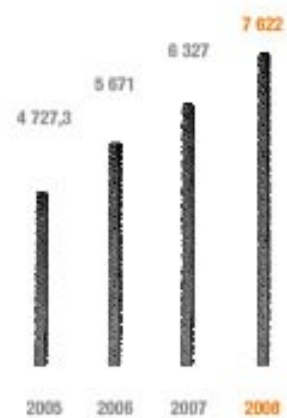
EBITDA (en mdh)



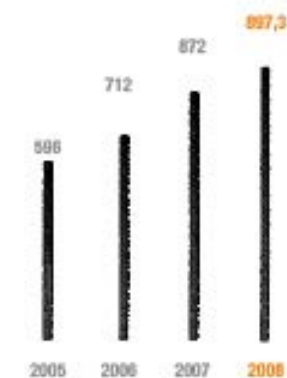
Résultat d'exploitation (en mdh)



Chiffres d'affaires (en mdh)



Résultat net (en mdh)





La Gouvernance

Organe de Direction

Conseil d'Administration

Comité de Stratégie

Comité des Risques et des Comptes

Comité Nominations et Récompenses

Organe de Direction

● Conseil d'Administration au 25 mars 2009

M. Abdelouahab BEN SARI	Président du Conseil d'Administration
M. Hassan BOUHEMOU	Administrateur
M. Bérold COSTA DE BEAUREGARD	Administrateur DG
M. Amit SENGUPTA	Administrateur
M. Richard COMFORT	Administrateur
M. Arnaud JOURON	Administrateur
M. Mohamed LAMRANI	Administrateur
M. Jean Claude GERARDY	Administrateur
M. Enrique de LA RUBIERA	Administrateur
Mme Evie ROOS	Administrateur
MUTUELLE CENTRALE MAROCAINE D'ASSURANCE Représentée par M. Rachid GUESSOUS	Administrateur
ATTJARIWAFI BANK Représentée par M. EL Moutassim BELGHAZI	Administrateur
RMA WATANYA Représentée par M. Azeddine GUESSOUS	Administrateur
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE Représentée par M. Khalid CHEDDADI	Administrateur

● Comité de Stratégie

M. Mohamed LAMRANI	
M. Enrique de LA RUBIERA	
M. Bérold COSTA DE BEAUREGARD	Directeur Général
M. Tarafa MAROUANE	Directeur Général Adjoint

Missions : Suivre l'activité mensuellement par rapport au budget. S'assurer de la bonne application de la stratégie et des politiques définies par le Conseil d'Administration. Préparer les décisions à soumettre au Conseil d'Administration.
Périodicité : Mensuelle

● Comité de Direction

M. Bérold COSTA DE BEAUREGARD	Directeur Général
M. Tarafa MAROUANE	Directeur Général Adjoint
M. Nacer BOUIMADAGHENE	Directeur Technique
M. Nasreddine AZZAM	Directeur Financier
M. Saïd EL HAJOUJI	Directeur des Systèmes d'Information
M. Mehdi MALIKI	Directeur d'Exploitation
M. Jean Claude GERARDY	Directeur Commercial & Marketing
M. Abdelmajid TRONJI	Directeur des Ressources Humaines
M. Mohammed HOUSSAINI	Directeur du Centre Nador

Missions : Analyser toute l'activité opérationnelle de l'entreprise. Dans ce cadre, il prend des mesures ad hoc dans les trois domaines suivants : ventes, production et achats. Il analyse la conjoncture nationale et internationale et son impact sur l'activité de la société. Il prépare les Conseils d'Administration, les Comités de Stratégie, Nominations & Rémunérations.

Périodicité : Mensuelle

● Comité des Risques et des Comptes

Missions : Statuer sur l'ensemble des sujets pouvant affecter les comptes et les risques. Dans ce cadre, il définit la méthode d'établissement et d'arrêt des comptes sociaux et consolidés ainsi que la méthodologie de détermination des provisions. Il examine les comptes annuels et semestriels et le reporting complet des risques.

Il assure la cohérence et la pertinence des mécanismes mis en place pour le contrôle interne des procédures, des risques et de la déontologie. Il statue enfin sur la qualité des travaux réalisés par les commissaires aux comptes et juge de leur indépendance.

Périodicité : Semestrielle

● Comité Nominations et Rémunérations

Missions : Statuer sur la politique de rémunération et de gestion des ressources humaines. Il définit les conditions de la rémunération globale du personnel, élabore la politique des avantages pour les salariés, définit le plan de succession pour les postes clés de la société, gère les hauts potentiels et réfléchit sur la politique de formation. Il étudie l'évolution de la masse salariale et de l'équité interne.

Périodicité : Annuelle

Somasid et ses actionnaires

ArcelorMittal et SNE, ex actionnaires de Somasid
 ➤ un partenariat stratégique
 ➤ Quelques repères sur ArcelorMittal

Actionnaires

Ratios financiers

Indicateurs boursiers

Performances comparées de Somasid et du Mast en 2005

Performances et politique de distribution

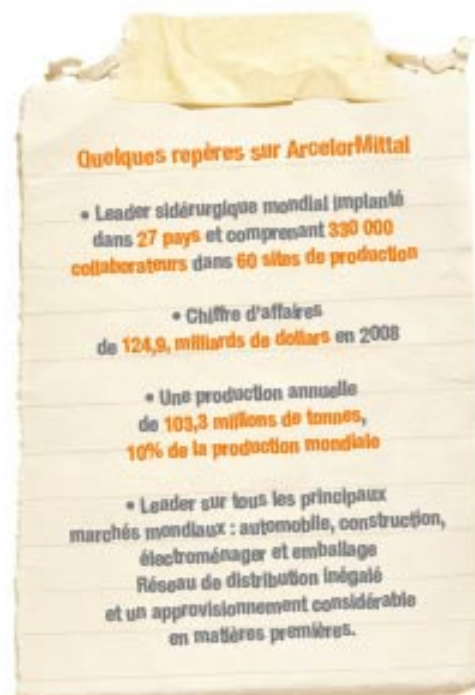


ArcelorMittal et SNI, co.actionnaires de Sonasid

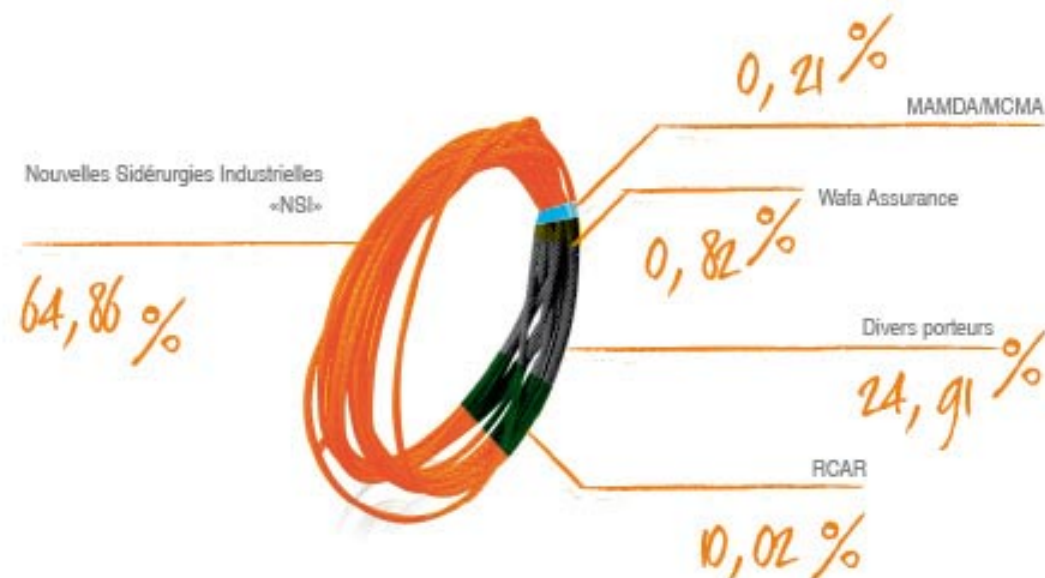
Un partenariat stratégique

Un accord de partenariat stratégique entre SNI et ArcelorMittal a été conclu en 2006 pour le développement de Sonasid. Arcelor, SNI et les autres actionnaires de référence (MAMDA-MCMA, Axa Assurances Maroc, RMA Watanya, CIMR et Aljariwafa bank) ont transféré le 31 mai 2006, leurs participations respectives dans le capital de Sonasid à une société holding NSI « Nouvelles Sidérurgies Industrielles ».

Cette société détient désormais 64,86% du capital de Sonasid, capital réparti à 50/50 entre ArcelorMittal et le groupe d'actionnaires marocains conduit par SNI. Cet accord repose sur la consolidation et le développement de la position de Sonasid sur le marché marocain ainsi que sur le transfert de technologies et des compétences d'ArcelorMittal dans le secteur des produits longs.



Actionnariat Sonasid au 31 décembre 2008



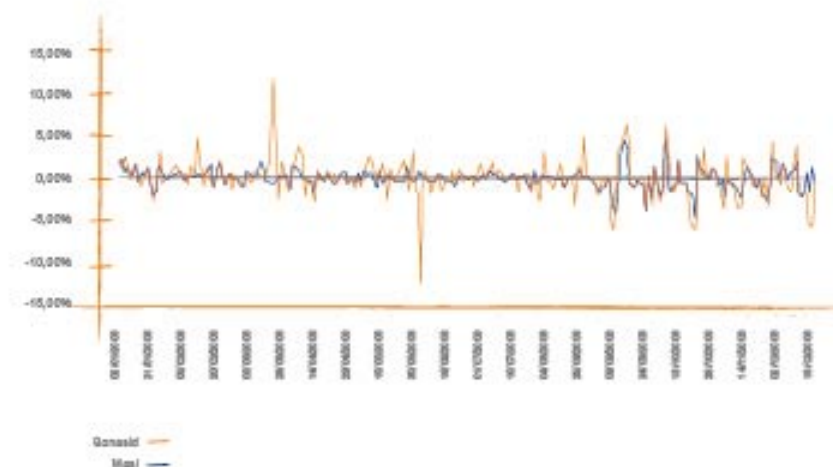
Ratios Financiers

(MDH)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
ROE	18,8%	20,0%	18,7%	26,2%	31,4%	32%	33%	43%
RCE	56,2%	55,2%	58,3%	35,7%	27,1%	28%	28%	28%
Bénéf/action	75,1	93,8	103,8	111,91	152,9	182,6	223,54	230
CF/Action	111,2	148,9	198,4	174,3	139,5	44,57	236,61	333
Div/Action	55	65	65	80	90	100	434	115
Cours au 31/12	505	526	775	786	1085	2 072	2980	2490
PER	6,7	5,6	7,5	7	7,1	11,3	13,33	10,8
Cours/(C.F/Action)	4,5	3,5	3,9	4,5	7,8	46,49	12,59	7,5

Indicateurs boursiers

Au 31 décembre	2007	2008
Nombre d'actions en circulation	3 900 000	3 900 000
Capitalisation boursière (Mdh)	11 622 000 000	9 711 000 000
Cours cotés de l'action (Dh)		
Cours le plus haut	3 009	4 444
Cours le plus bas	2 708	2 490
Au 31 décembre	2 980	2 490
Dividende ordinaire par action (Dh)	279	115
Dividende exceptionnel par action (Dh)	155	

Performances comparées de Sonasid et du MASI en 2008



Performances et politique de distribution

La distribution proposée pour l'exercice 2008 et soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 14 Mai 2009 représente un versement d'un dividende ordinaire de 115 DH par action soit un montant de 448 500 000,00 DH.



La Stratégie

Volonté stratégique

- Orientations
- Projets de développement posteurs

Orientations

• Volonté stratégique

Premier industriel national des aciers de renforcement des bétons (rond à béton), de fil machine et de laminés marchands, Sonasid travaille essentiellement pour les marchés de la construction marocaine.

Confiant dans les excellentes perspectives de ce marché, au cœur du dynamisme de l'économie marocaine, Sonasid poursuit activement le développement de sa position en enrichissant une offre déjà unique au Maroc tout en visant l'excellence opérationnelle dans la maîtrise de ses approvisionnements, l'exploitation de son outil industriel et le service de ses clients.

• Deux dimensions viennent compléter cette vision.

• D'une part, une contribution active à la modernisation des processus de construction, par l'enrichissement de l'offre de produits et de prestations susceptibles de faciliter la conduite des chantiers et d'en améliorer les coûts et les délais.

• D'autre part une attention considérable envers la sécurité dans tous ses aspects. Ses produits arment les structures des infrastructures et des bâtiments tant publics que privés et participent directement à la sécurité des personnes dans la durée.

Priorité est donc donnée à un respect absolu des normes concernant ses produits et ses services. La sécurité des personnes intervenant à tous les stades de ses activités reçoit la même attention.

Sonasid s'attache enfin à porter au meilleur niveau la qualification de son personnel dans toutes les dimensions de son activité.

• Quatre orientations majeures

Sonasid traduit cette volonté stratégique par quelques orientations fondamentales, dans un souci permanent d'excellence opérationnelle :

- Renforcer son avance de compétitivité par les coûts, s'agissant tant de ses approvisionnements que de l'ensemble de ses processus.
- Poursuivre l'enrichissement de son offre en apportant à ses clients marocains la gamme complète de produits et de services qu'ils sont en droit d'attendre, y compris en facilitant l'introduction de nouvelles techniques de construction au Maroc.
- Augmenter régulièrement sa capacité de production afin de répondre au dynamisme attendu de ses marchés.
- Développer continuellement les compétences de son personnel.



Projets de développement porteurs

Ces orientations se traduisent par d'importants projets.

Après son lancement industriel réussi, l'aciérie de Jorf-Lasfar bénéficie ainsi d'un programme complet d'améliorations visant à faire progresser encore sa consommation énergétique et son rendement, en ligne avec les caractéristiques des meilleures aciéries mondiales.



Chacun des deux laminoirs voit ses capacités se renforcer par la réalisation en cours de projets spécifiques.

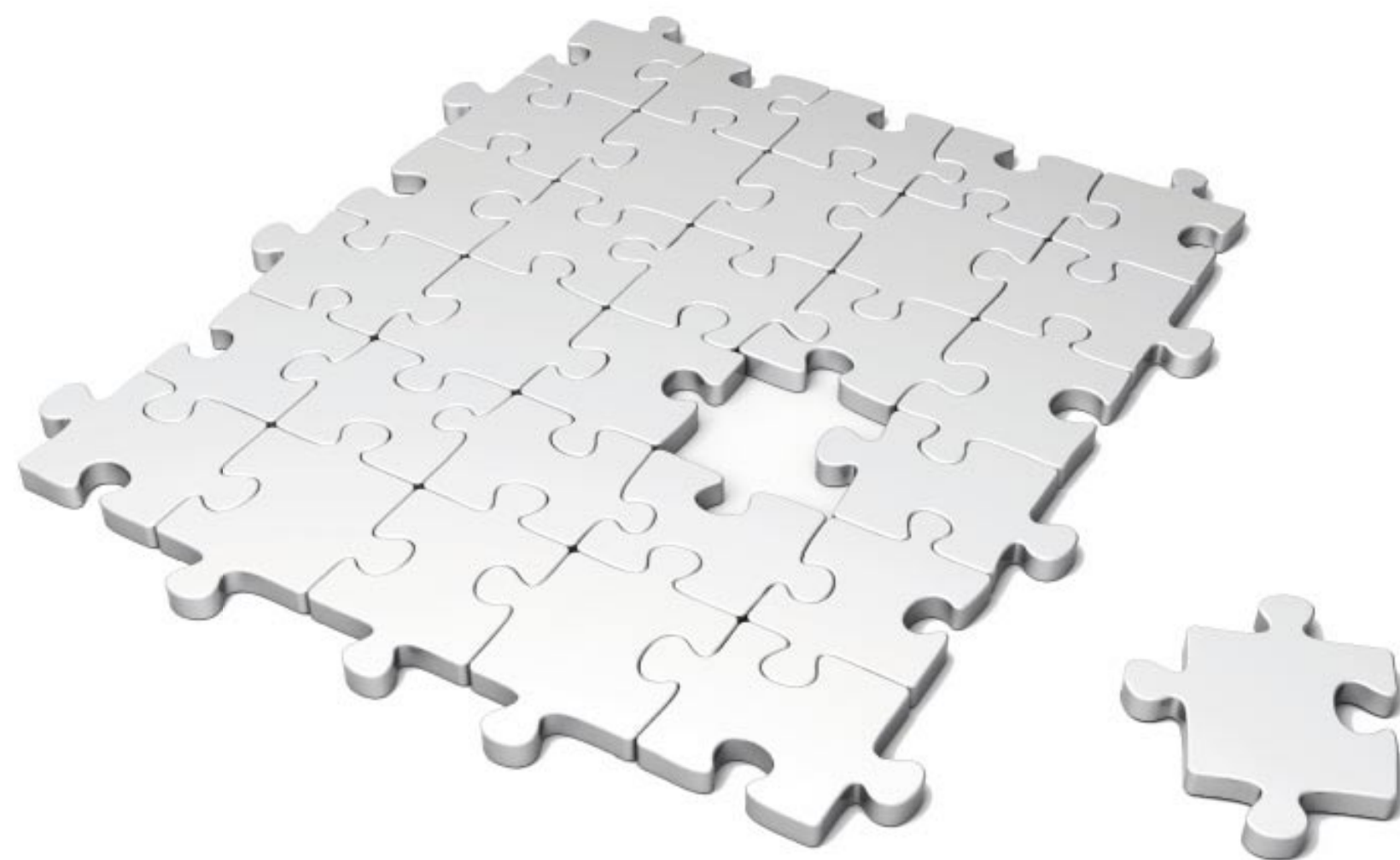
À Nador, l'installation d'une nouvelle sortie de ligne élargira la gamme de production du laminoir tout en augmentant son potentiel de production.

À Jorf Lasfar, la poursuite du déploiement de la technologie du « multi-sitting » permet d'accroître la production de petits diamètres avec une productivité améliorée du laminoir.

La filiale Longométab Armatures vient de réussir le lancement de sa nouvelle usine à Casablanca et développe son offre de produits et services pour les projets d'infrastructures et, de façon croissante, les projets immobiliers.



Au plan tant de la maîtrise des approvisionnements que de l'environnement, Sonasid et Nareva espèrent concrétiser rapidement leur projet de partenariat dans la production d'énergie éolienne lorsque les conclusions définitives de l'étude de faisabilité seront connues, au terme d'un an de mesures de terrain.



Environnement économique



- **Demande mondiale d'acier en baisse à partir du second semestre 2008**

La production mondiale d'acier a atteint 1 326,9 millions de tonnes en 2008, soit un recul de 1,8% comparé à 2007, avec une baisse plus prononcée au second semestre.

La Chine est en progression de 1,1% par rapport à 2007 alors que le reste du monde a régressé de 3,6%.

Cette forte détérioration des perspectives économiques mondiales depuis l'automne 2008 est avant tout attribuée à l'intensification de la crise des crédits, une conjoncture défavorable qui a conduit les producteurs à réduire progressivement leur production pour mieux s'adapter à la demande.

Un marché national en évolution

La consommation nationale de ronds à béton s'est élevée à **1 262 725 tonnes** en 2008, en **progression de 8%** comparé à 2007 suite aux performances exceptionnelles enregistrées les six premiers mois de l'année.

Le **fil machine** s'est apprécié de **1%** mais dans l'ensemble les expéditions du marché sont restées stables du fait du déstockage massif des distributeurs en fin d'année.



Marché

• Recul des ventes en 2008

Sonasis a enregistré un recul de 10% de ses expéditions en raison d'une concurrence accrue et d'importations plus importantes au cours d'une année très contrastée : au premier semestre, la demande nationale était supérieure à l'offre alors qu'au second semestre, l'effondrement des prix mondiaux favorisait les importations. La politique de prix a cependant permis une forte croissance du chiffre d'affaires de + 22,7%.

• Les ambitions de la politique commerciale 2009

Le marché du rond à béton et du fil machine devrait connaître une faible croissance en 2009 suite au ralentissement des investissements dans le secteur immobilier.

Grâce à sa politique commerciale visant à offrir le meilleur service ainsi que la gamme de produits la plus étendue, Sonasis ambitionne de maintenir une part de marché de 70% en 2009. Misant sur la qualité constante et la disponibilité de ses produits, Sonasis conserve sa position de leader auprès de tous les industriels et distributeurs du royaume, tout en restant le fournisseur idéal des grands chantiers et travaux publics.

Disponibilité du produit fini et qualité

Avec la gamme de produits la plus complète sur le marché, Sonasis dispose aujourd'hui de 100 000 tonnes de stock disponible dans tous les diamètres tout en garantissant toutes les caractéristiques requises : régularité de la qualité et de la masse linéique, élasticité et ductilité des aciers répondant aux exigences parasismiques et de durabilité, traçabilité des produits sur les chantiers à travers le marquage conforme à la révision des normes NM 01.4.096 et NM 01.4.097.



• L'armature bâtiment, un nouveau segment de croissance

Longométal Armatures, filiale de Sonasis et leader marocain de l'armature industrielle pour les travaux publics a élargi son activité et lancé sur le marché un nouveau produit : l'armature bâtiment.

Il s'agit d'une offre intégrée sur mesure qui consiste à partir des plans béton armé à analyser et préparer la production au moyen de logiciels informatiques spécialisés.

Longométal Armatures se charge ainsi de l'approvisionnement des aciers, la découpe, le façonnage, l'assemblage des armatures et livre directement le produit sur les chantiers. Longométal Armatures garantit des aciers pour béton armé de qualité supérieure Fe500 certifiés aux normes nationales, de plus la coupe et le façonnage sont réalisés sur des équipements ultra performants répondant aux dernières évolutions technologiques dans le domaine de l'armature pour un résultat précis et pointu. Longométal a donc développé une offre qui permet une amélioration sensible de la productivité, un gain de temps et une absence de chutes sur les chantiers par une meilleure maîtrise des coûts de ferrailages.

Longométal Armatures a enregistré en 2008 un chiffre d'affaires de 500 millions de dirhams.



Production

• Laminier de Nador

Production 2008

La production 2008 a atteint 559 205 tonnes du fait du long arrêt de fin d'année (du 26 octobre au 15 décembre 2009), après inondation de l'usine.

La production à fin octobre 2008 enregistrait une hausse de +5% comparé à 2007.

Réalisations 2008

- Hausse du taux de disponibilité du laminier
- Amélioration de la productivité.

Investissements 2008

- Extension de la station de traitement des eaux
- Raccordement au réseau ferroviaire.

Projets futurs

- Préparation de l'installation de la nouvelle tête de pose pour augmenter la capacité et élargir la gamme
- Système de réglages des partings.



• Laminier de Jorf Lasfar

Production 2008

La production 2008 a été réduite de - 16% par rapport à 2007 pour diminuer les stocks dans le contexte de crise de la seconde partie de l'année.

Réalisations 2008

- Rythme de production supérieur à 40 000 T/mois, en progrès de 20% par rapport à 2007
- Développement de la technologie du « multi slitting » accroissant la capacité du laminier de 20%
- Augmentation de la vitesse de laminage sur l'ensemble de la gamme
- Amélioration du taux de disponibilité +16% comparé à 2007.

Investissements 2008

- Cylindres en carbure de tungstène
- Redresseurs pour drive train finisseur
- Moteurs CC des cages.

Projets futurs

- Diminution du taux de rebobles
- Engagement de la démarche 5S.

• Production (en tonnes)



• Production (en tonnes)





• **Aoierie électrique**

Production 2008

La production 2008 a connu une baisse de - 7% par rapport à 2007. Après un début d'année difficile, la production s'est nettement améliorée par rapport à 2007, avec la poursuite de la maîtrise des processus de l'aoierie. Un arrêt d'un mois pour un grand entretien a marqué la fin de l'année.

Réalisations 2008

- Production quotidienne moyenne de 1 700 T/j, contre 1 625 en 2007
- Installation de la 1^{ère} nouvelle cuve Danielli et amélioration du Consteel
- Lancement de la démarche 5 S
- Amélioration du rendement qualité billettes.

Investissements 2008

- Bras porte électrodes
- Panneaux Consteel
- Camions porte panier de ferrailles.

Projets futurs

- Amélioration du processing
- Renforcement de la maintenance préventive.

• **Longoméтал Armatures**

Performance

L'usine de Berrechid a su répondre à la forte augmentation de la demande, créée avec le lancement de nombreux chantiers de travaux publics. Par ailleurs la production d'armatures pour le bâtiment a commencé dans de bonnes conditions à l'usine d'Ain-Sebâa.



• **Production (en tonnes)**

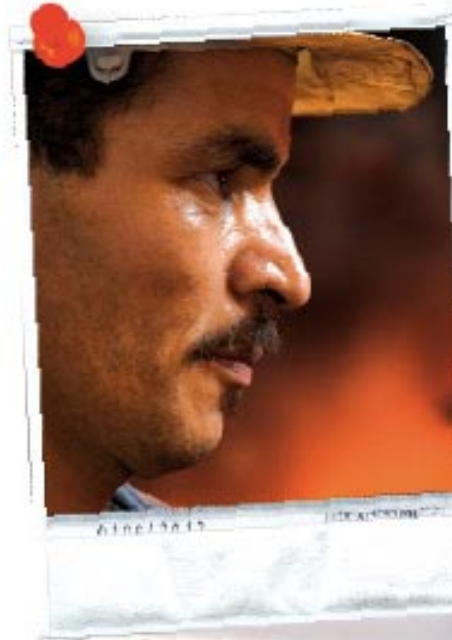


Une organisation orientée performance

• Une politique RH dédiée à la valorisation du capital humain

Véritable moteur de l'entreprise, l'engagement des Ressources Humaines est capital pour accompagner la réalisation des objectifs stratégiques. Sonasid mise sur le développement des compétences de ses équipes et modernise sa politique RH avec une politique sociale ambitieuse qui s'attache à créer un climat social serein. Un certain nombre d'actions sont menées chaque année, telles que les actions médico-sociales, la gestion des centres d'estivages avec un large choix de destinations, colonies de vacances, voyage culturel pour les élèves méritants, récompense pour les meilleurs bacheliers, distribution de fournitures scolaires.

Avec un effectif total de 933 collaborateurs à fin 2006, Sonasid a accueilli 69 nouvelles recrues, soit 15 cadres, 8 agents maîtrise et 46 ouvriers et employés. Des recrutements qui viennent renforcer l'encadrement intermédiaire et les exploitations.



Lancement réussi de SAP

L'objectif 2008 était de doter Sonasid d'un nouveau système d'information intégré et évolutif avec une couverture fonctionnelle complète comprenant la finance, le contrôle de gestion, les achats & stocks, la distribution & gestion commerciale, le décisionnel et la maintenance. SAP était la solution préconisée pour permettre à Sonasid de mieux gérer ses revenus, ses coûts et bien maîtriser les risques liés à l'activité. Une approche « progiciel intégré » qui apporte les meilleures pratiques en termes de gestion et fluidification des interfaces entre les services. En définitive le projet SAP a ainsi très largement dépassé le seul cadre des SI, en effet pendant 9 mois près de 60 personnes ont œuvré pour la mise en place du projet, un record de réalisation.

La démarche adoptée est celle dite de prototypage itératif, elle consiste tout d'abord à préparer un prototype des processus SAP sur la base des données réelles de l'entreprise pour interagir ensuite avec l'équipe projet en ateliers de travail. Une première version est proposée couvrant la majorité des règles de gestion conformes aux standards SAP. Les écarts entre les pratiques Sonasid et le standard SAP sont ensuite traités dans une seconde version du prototype. A l'issue de ces 2 phases capitales, la migration des données et la formation des utilisateurs ont été lancées en simultané pour être prêtes au démarrage officiel prévu le 1^{er} janvier 2009. Une cellule d'assistance post implémentation ainsi que des relais locaux étaient prévus pour accompagner les utilisateurs. A noter que le système SAP est hébergé au niveau d'ArcelorMittal, au centre de compétences européen du Groupe.



Une communication de proximité

La communication tient un rôle de relais d'information interne & externe sur toute l'actualité de l'entreprise et de son environnement.

Site web, intranet, lettre aux actionnaires, rapport annuel sont autant de médias pour relayer les événements et faits marquants de l'année auprès des différentes cibles : collaborateurs, actionnaires, analystes financiers, presse, ... tout en maintenant une communication de proximité et de veille adaptée à chaque population.





Responsabilité sociale

Qualité, Sécurité, Environnement
l'engagement prioritaire de Somasid

La responsabilité sociale pour le développement au Maroc



- **La qualité garantie et contrôlée**

Sonasid met tout en œuvre pour satisfaire le marché dans les meilleures conditions de disponibilité et de qualité. Les produits Sonasid sont en effet marqués pour assurer une traçabilité totale du produit. Un système de marquage a été mis en place conforme à la révision des normes NM01.4.096 et NM01.4.097 ; il permet d'identifier le pays d'origine du produit et l'usine où il a été fabriqué ainsi que sa marque.

Les produits Sonasid destinés au secteur du BTP répondent donc strictement aux normes et aux exigences de sécurité en vigueur afin de promouvoir une construction sécurisée et la protection du consommateur. Sonasid participe aussi activement au développement et au renforcement des dispositifs de normalisation et de contrôle de la qualité des autres produits sidérurgiques.



- **La politique QSE au quotidien**

En pratique, la politique QSE est appliquée à tous les niveaux de l'organisation. Le comité Hygiène & Sécurité, constitué des Responsables QSE, des Responsables Ressources Humaines ainsi que des représentants du personnel, se réunit chaque trimestre afin de convenir des plans d'actions annuels et d'en assurer l'application au niveau de chaque site. Les membres de ce comité, formés, jouent ensuite le relais d'information auprès de l'ensemble du personnel.

De plus, toutes les réunions et rapports d'activités des Directions abordent en priorité les aspects sécurité pour l'amélioration des indicateurs tels que le taux de fréquence des accidents de travail, le taux de gravité des accidents et le nombre d'incidents corporels ou matériels. Par ailleurs, Sonasid s'est engagée dans un processus d'amélioration de l'approche préventive des risques afin de développer des réflexes de surveillance et enquêtes terrain auprès du personnel encadrant. Les contremaîtres sont ainsi tenus d'effectuer 4 audits par semaine, les chefs de service un audit par semaine et les Directeurs 1 audit par mois.

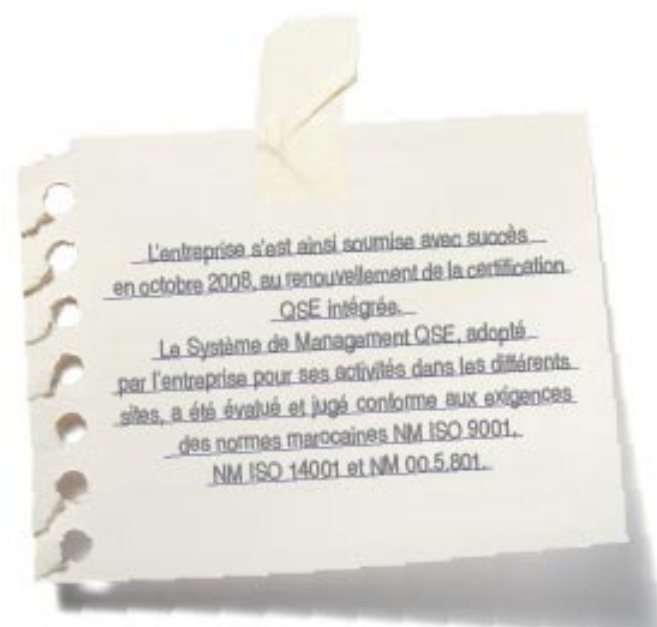
Annuellement l'ensemble des sites Sonasid organise en simultané la Journée Santé et Sécurité, une initiative lancée par le Groupe ArcelorMittal pour sensibiliser le personnel. De nombreux stands et ateliers sont proposés, en effet l'objectif zéro accident et blessure est un défi quotidien et une des priorités de Sonasid, nécessitant l'engagement du management et l'implication du personnel.

- **Santé, Sécurité & Environnement, l'amélioration continue**

Le management de Sonasid œuvre au quotidien et sans relâche pour garantir la santé & la sécurité de ses collaborateurs.

Depuis 2004, la santé, la sécurité au travail et l'environnement sont au cœur du système de management de la Qualité de Sonasid.

Totalement engagée dans une démarche intégrée QSE, Sonasid a obtenu, en janvier 2006, la certification ISO 14001 pour l'environnement et NM 00.5.801 pour la Santé et la Sécurité au Travail.





- **Responsabilité sociale**

Sonassid est avant tout une entreprise « responsable », impliquée dans le développement économique et social que connaît le Maroc. Elle contribue à la réalisation des programmes d'infrastructures, d'équipements socio-éducatifs, logements et projets touristiques.

Au niveau d'El Jadida, Sonassid mène diverses actions sociales et culturelles en collaboration avec les ONG locales. L'entreprise apporte notamment son soutien à l'Association des Œuvres Sociales d'El Jadida qui agit en faveur de la promotion de la femme en milieu rural.

Par ailleurs, la présence même d'une unité de production Sonassid à Jorf Lasfar implique une contribution au développement de la région : nouveaux métiers, emplois directs et indirects dans différents domaines : transport, distribution, sous-traitance.

L'implication de Sonassid a également été importante dans la région de l'Oriental où l'entreprise contribue à son développement via son soutien aux ONG locales.

- **Protection de l'environnement**

Sonassid accorde également une importance toute particulière à la préservation de l'environnement.

Le Maroc a renforcé son engagement en faveur du développement durable en encourageant la contribution des entreprises marocaines dans cette initiative.

En effet, la gestion moderne d'une entreprise industrielle exige l'intégration de la préservation des ressources naturelles dans sa gestion quotidienne dans le respect des standards internationaux. Sonassid s'est ainsi imposée de placer la protection de l'environnement au cœur de son mode de fonctionnement.

En tant que producteur et conscient de l'impact de son activité sur l'environnement, Sonassid anticipe systématiquement ses choix technologiques. L'entreprise opte pour des solutions permettant la préservation des ressources naturelles axées essentiellement sur l'économie de l'énergie, le recyclage et le traitement des eaux, des sous-produits et des déchets que produit son activité.

La nouvelle aciérie électrique est dotée d'une unité de dépoussiérage conforme aux normes environnementales pour la captation et le traitement des fumées et d'une série de stations de traitement des eaux qui permettent de réduire la consommation d'eau, d'énergie et de limiter, voire d'éliminer, les émanations de produits nocifs dans son environnement immédiat. Afin de valoriser l'ensemble des déchets, Sonassid mène de nombreuses études pour le développement de nouvelles niches pour leur recyclage.

A ce titre, Sonassid vient d'acquiescer en 2008 une carrière d'1 hectare pour l'enfouissement en décharge contrôlée des déchets de l'aciérie. Cette dernière génère 14 000 Tonnes de poussières qui seront enfouies dans une décharge contrôlée. L'étude d'impact est en cours d'approbation finale par le Ministère de l'Environnement.

Premier consommateur d'énergie du pays, Sonassid cherche à maîtriser les coûts et en diversifier les sources par la promotion du gaz en substitution du fuel ou des énergies renouvelables à travers le solaire et l'éolien. A ce titre, Nareva Holding et Sonassid ont conclu un partenariat pour le développement d'un parc éolien de 50 MW, une démarche qui vise à sécuriser l'approvisionnement en électricité dans un contexte de forte demande. Nareva fournira la totalité de l'énergie produite par le parc éolien exclusivement pour les besoins de Sonassid. La mise en service du parc est prévue pour 2010. Enfin, il va sans dire que l'activité même de l'aciérie implique une dimension sociale : le recyclage de la ferraille, déchets encombrants et polluants.



Éléments financiers

Comptes consolidés

Résumé des notes aux comptes consolidés

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Comptes sociaux

Rapport général des commissaires aux comptes

Rapport spécial des commissaires aux comptes

Résolutions



Etats financiers consolidés décembre 2008

Compte de résultat consolidé

Périodes du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre	Notes	En millions de dirhams	
		2008	2007
Chiffre d'affaires	6	7 766,9	6 427,5
Autres produits de l'activité		400,2	(101,6)
Produits des activités ordinaires		8 167,1	6 325,9
Achats	7	(5 863,8)	(4 501,8)
Autres charges externes	7	(402,4)	(343,0)
Frais de personnel	8	(210,1)	(194,0)
Impôts et taxes		(13,1)	(17,6)
Amortissements et provisions d'exploitation	9	(312,8)	(99,4)
Autres produits et charges d'exploitation nets		1,1	1,5
Charges d'exploitation courantes		(6 801,1)	(5 154,2)
Résultat d'exploitation courant		1 366,0	1 171,7
Cessions d'actifs		0,0	0,3
Résultats sur instruments financiers		10,1	(6,2)
Autres produits et charges d'exploitation non courants		21,9	2,2
	10	32,0	(3,7)
Résultat des activités opérationnelles		1 398,0	1 167,9
Produits d'intérêts		25,3	16,3
Charges d'intérêts		(10,1)	(1,9)
Autres produits et charges financiers		(8,1)	(11,8)
Résultat financier	11	7,1	2,6
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		1 405,1	1 170,5
Impôts sur les bénéfices	12	(410,1)	(391,8)
Impôts différés	12	(87,6)	15,5
Résultat net des entreprises intégrées		907,4	794,2
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence			
Résultat des activités poursuivies		907,4	794,2
Résultat net des activités abandonnées			
Résultat net de l'ensemble consolidé		907,4	794,2
Intérêts minoritaires		(1,6)	(0,2)
Résultat net - Part du Groupe		905,8	794,0
Résultat net par action en dirhams	13	232,27	203,58
- de base		232,27	203,58
- dilué		232,27	203,58
Résultat net par action des activités poursuivies en dirhams	13	232,27	203,58
- de base		232,27	203,58
- de base		232,27	203,58

Bilan consolidé

ACTIF AUX	Notes	(en millions de dirhams)	
		31-déc-08	31-déc-07
Immobilisations incorporelles, net	14	1,6	1,8
Immobilisations corporelles, net	15	2 065,3	2 021,6
Autres actifs financiers	16	44,5	47,2
- Prêts et créances		44,5	47,2
Impôts différés actifs	12	1,7	2,9
Autres débiteurs non courants, net	18	8,9	10,4
Actif non courant		2 122,0	2 083,9
Autres actifs financiers	16	1,2	0,4
- Instruments financiers dérivés	25	1,2	0,4
Stocks et en-cours, net	17	1 735,2	1 307,6
Créances clients, net	18	1 133,9	956,6
Autres débiteurs courants, net	18	393,2	1 249,7
Trésorerie et équivalent de trésorerie	19	59,8	78,8
Actif courant		3 323,3	3 593,1
TOTAL ACTIF		5 445,3	5 677,0

(En millions de dinars)			
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS AUX	Notes	31-déc-08	31-déc-07
Capital		390,0	390,0
Primes d'émission et de fusion		1,6	1,6
Réserves		1 643,0	2 541,6
Résultat net part du groupe		905,8	794,0
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère		2 940,4	3 727,2
Intérêts minoritaires		4,1	2,5
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	20	2 944,5	3 729,7
Provisions	21	72,5	94,9
Avantages du personnel	22	66,7	60,2
Dettes financières non courantes	23	1,0	1,3
- Dettes envers les établissements de crédit			0,3
- Dettes liées aux contrats de location financement		1,0	1,0
Impôts différés Passifs	12	239,6	153,2
Autres créanciers non courants	24	54,9	57,6
Passif non courant		434,7	367,2
Provisions		0,1	0,5
Dettes financières courantes		870,0	172,5
- Instruments financiers dérivés	25		9,4
- Dettes envers les établissements de crédit	23	869,6	144,7
- Dettes liées aux contrats de location financement	23	0,4	18,4
Dettes fournisseurs courantes	24	633,9	920,4
Autres créanciers courants	24	562,1	486,7
Passif courant		2 066,1	1 580,1
TOTAL PASSIFS		2 500,8	1 947,3
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		5 445,3	5 677,0

• Variation des capitaux propres consolidés

(En millions de dinars)	Capital	Primes d'émission et de fusion	Réserves	Résultat net part du Groupe	Total Part du Groupe	Intérêt minoritaire	Total
Au 1^{er} janvier 2007	390,0	1,6	2 226,8	704,7	3 323,1	2,4	3 325,5
Effets des changements de méthode comptable/correction d'erreur							
Montants retraités à l'ouverture	390,0	1,6	2 226,8	704,7	3 323,1	2,4	3 325,5
Dividendes distribués			(390,0)		(390,0)		(390,0)
Résultat de l'exercice				794,0	794,0	0,2	794,2
Autres variations			704,8	(704,7)	0,1	(0,1)	
Total des produits et charges comptabilisés au cours de la période			314,8	89,3	404,1	0,1	404,2
Au 31 Décembre 2007	390,0	1,6	2 541,6	794,0	3 727,2	2,5	3 729,7
Au 1^{er} janvier 2008	390,0	1,6	2 541,6	794,0	3 727,2	2,5	3 729,7
Effets des changements de méthode comptable/correction d'erreur							
Montants retraités à l'ouverture	390,0	1,6	2 541,6	794,0	3 727,2	2,5	3 729,7
Dividendes distribués			(1 692,6)		(1 692,6)		(1 692,6)
Résultat de l'exercice				905,8	905,8	1,6	907,4
Autres variations			794,0	(794,0)			
Total des produits et charges comptabilisés au cours de la période			(898,6)	111,8	(786,8)	1,6	(785,2)
Au 31 Décembre 2008	390,0	1,6	1 643,0	905,8	2 940,4	4,1	2 944,5

• **Tableau de flux de trésorerie consolidé**

Période du 1/1/2008 au 31/12/2008

(En millions de dinars)	31-déc-08	31-déc-07
Résultat net de l'ensemble consolidé	907,4	794,2
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	129,9	141,8
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	(12,0)	9,0
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	(0,0)	(0,3)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 025,3	944,7
Elimination de la charge (produit) d'impôts	497,7	376,3
Elimination du coût de l'endettement financier net	10,1	1,9
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	1 533,1	1 322,8
Incidence de la variation du BFR	39,3	(575,5)
Impôts payés	(410,1)	(391,8)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 162,3	355,6
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(195,5)	(156,7)
Variation des autres actifs financiers	2,7	3,5
Subventions d'investissement reçues		48,0
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7,6	0,7
Intérêts financiers versés	(10,1)	(1,9)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(195,3)	(106,3)
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	(1 692,6)	(390,0)
Remboursement d'emprunts	(0,3)	(0,3)
Remboursement de dettes résultant de contrats location-financement	(18,0)	1,2
Autres flux liés aux opérations de financement		44,9
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	(1 710,9)	(344,2)
VARIATION DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(743,9)	(94,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	(65,9)	28,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	(809,8)	(65,9)
VARIATION DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(743,9)	(94,9)

* Ce montant de Trésorerie et équivalents de trésorerie n'est pas en lecture directe au niveau du bilan dans la mesure où la Trésorerie - Passif est comprise dans les dettes courantes envers les établissements de crédit.

Bloc notes

Résumé des notes aux comptes consolidés

Note 1. Description de l'activité
Note 2. Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice
Note 3. Règles et méthodes comptables
Note 4. Evolution du périmètre de consolidation au cours de la période
Note 5. Informations sectorielles
Note 6. Chiffre d'Affaires
Note 7. Achats et autres charges externes
Note 8. Frais de personnel et effectifs
Note 9. Amortissements et provisions d'exploitation
Note 10. Autres produits et charges d'exploitation
Note 11. Résultat financier
Note 12. Impôts
Note 13. Résultat par action
Note 14. Immobilisations incorporelles
Note 15. Immobilisations corporelles et immeubles de placement
Note 16. Autres actifs financiers
Note 17. Stocks et en-cours
Note 18. Créances clients et autres débiteurs
Note 19. Trésorerie et équivalents de trésorerie
Note 20. Capitaux propres
Note 21. Provisions
Note 22. Avantages du personnel
Note 23. Dettes financières
Note 24. Dettes fournisseurs et autres créanciers
Note 25. Instruments financiers
Note 26. Contrats de location simple
Note 27. Autres engagements
Note 28. Passifs éventuels
Note 29. Parties liées
Note 30. Tableau des flux de trésorerie
Note 31. Evénements postérieurs à la clôture
Note 32. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2008

Note 1 - Description de l'activité

Le Groupe SONASID intervient dans le secteur de l'industrie sidérurgique au Maroc. Premier Acteur dans le secteur du BTP, la société Sonasid est le leader sidérurgique marocain sur les produits longs (rond à béton & fil machines) avec 69% de part de marché à fin 2008.

Avec plus de 900 collaborateurs et à travers ses sites industriels situés à Nador et à Jorf Lasfar, Sonasid a une capacité de production annuelle de plus d'un million de tonnes destinée principalement au secteur de la construction nationale.

Le groupe Sonasid se positionne également sur le marché des armatures industrielles et des armatures « bâtiment » à travers sa filiale Longométa Armatures.

Note 2 - Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice

L'exercice 2008 n'a pas connu d'événements significatifs en termes de variation de périmètre.

Note 3 - Règles et méthodes comptables

3.1 Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°06/05 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 13 octobre 2005, les états financiers consolidés du Groupe Sonasid sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2008 et telles que publiées à cette même date.

• Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

• Le Groupe a suivi les dernières publications de l'IASB et de l'IFRIC. Parmi ces dernières normes et interprétations publiées mais non encore adoptées par l'Union européenne (UE) :

- Le Groupe estime que l'application d'IFRS 8 ne devrait pas modifier de façon significative son information sectorielle par rapport à celle présentée conformément à IAS 14, sous réserve, évidemment, de l'évolution de la structure du Groupe d'ici à l'application de la norme. La norme IFRS 8 sera appliquée au plus tard au 1^{er} janvier 2009 ;
- L'amendement d'IAS 23, Coûts d'emprunt applicable à compter du 1^{er} janvier 2009 ne devrait pas avoir d'impact sur les comptes consolidés du Groupe puisque le traitement comptable proposé par cette norme correspond au principe comptable actuellement retenu par le Groupe ;
- La révision d'IAS 1 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 devrait avoir une incidence sur la présentation des états financiers du Groupe ;
- Le Groupe est en cours d'analyse des récentes publications de l'IASB.

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après.

3.2 Bases d'évaluation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

3.3 Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnant.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés, les goodwill, les immobilisations incorporelles et les provisions.

a) Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation courantes ou en charges de restructuration, le cas échéant, suivant la nature des montants concernés.

b) Dépréciation des créances clients et des prêts

Une dépréciation des créances clients et des prêts est comptabilisée si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale. Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peut avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

c) Frais de développement capitalisés, goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Les conditions de capitalisation des frais de développement sont énoncées ci-dessous. Une fois capitalisés, ces frais sont amortis sur la durée de vie estimée des produits concernés.

Le Groupe doit en conséquence évaluer la faisabilité commerciale et technique de ces projets et estimer les durées de vie des produits en résultant. S'il s'avérait qu'un produit n'était pas en mesure de satisfaire aux attentes initiales, le Groupe pourrait être dans l'obligation de déprécier dans le futur tout ou partie des frais capitalisés ou de modifier le plan d'amortissement initial.

Le Groupe a par ailleurs à son actif des immobilisations incorporelles acquises en espèces ou par le biais d'opérations de regroupement d'entreprises ainsi que les goodwill en résultant.

Outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux goodwill, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus.

Pour les immobilisations corporelles, les principales hypothèses et estimations qui sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable sont les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir la valeur des pertes de valeur comptabilisées.

d) Provisions

Le montant des provisions comptabilisé par le Groupe est basé sur la meilleure estimation de la sortie d'avantages économiques futurs à la date où le Groupe a comptabilisé cette obligation. Le montant des provisions est ajusté à chaque date de clôture en tenant compte de l'évolution éventuelle de l'estimation de la sortie d'avantages futurs attendue.

Lorsque l'effet temps est significatif sur l'évaluation d'une obligation de sortie d'avantages futurs, les provisions sont actualisées, l'effet de désactualisation étant comptabilisé ultérieurement en charges financières.

e) Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs au report en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les estimations de bénéfices futurs sont réalisées à partir des budgets et prévisions de résultats comptables, ajustés des ajustements fiscaux. Ces estimations sont réalisées sur la base d'hypothèses de marché qui pourraient ne pas être confirmées dans le futur.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation de ces impôts différés actifs et passifs.

f) Provision pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale, les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement.

g) Comptabilisation des revenus

Les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

h) Juste valeur des dérivés et des autres instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation. Le Groupe sélectionne les méthodes et retient les hypothèses qui lui paraissent les plus adéquates en se basant principalement sur les conditions de marché existant à la date de chaque clôture.

3.4 - Principes de consolidation**3.4.1 - Filiales**

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

3.4.2 - Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Le Groupe a fait le choix, comme autorisé par la norme IAS 31 « Participations dans des coentreprises », de consolider selon la méthode l'intégration proportionnelle les entités sur lesquelles il exerce un contrôle conjoint.

Actuellement, le Groupe ne dispose pas dans son périmètre de consolidation d'entreprise associée ou de co-entreprise.

3.4.3 - Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe.

3.4.4 - Retraitements de consolidation

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

3.4.5 - Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008.

3.5 - Conversion des opérations en monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle de la société Sonasid est le dirham, c'est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe.

Les transactions en monnaies étrangères (c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité) sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont évalués au cours en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est affectée le cas échéant.

Les différences de change correspondantes sont enregistrées au compte de résultat, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées conformément au traitement décrit dans la note 3.16.3 « Instruments dérivés ci-après ».

3.6 - Regroupements d'entreprises

Règles spécifiques à la première adoption : les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition (1^{er} janvier 2006) n'ont pas été retraités conformément à l'option offerte par IFRS 1.

Il n'y a eu aucune opération de regroupement d'entreprise après le 1^{er} janvier 2006.

3.7 - Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont essentiellement des logiciels.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie sont amorties selon le mode linéaire, sur les périodes suivantes :

- Logiciels : de 3 à 4 ans

3.8 - Immobilisations corporelles

Règle spécifique à la première adoption :

Dans le cadre de la première application des normes IFRS et conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, la société Sonasid a procédé à l'évaluation à la juste valeur au 1^{er} janvier 2006 de l'ensemble de ses actifs immobilisés incorporels et corporels, et a retenu cette valorisation comme coût présumé. Les évaluations à la juste valeur ont été réalisées par des experts indépendants.

Pour Longométal Armatures, les valeurs historiques ont été maintenues.

Principes applicables depuis le 1^{er} janvier 2006 :

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, sont parties intégrante du coût historique.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées d'utilisation (durée d'utilité) suivantes :

Immeubles et constructions :

	F 1*	F 2*	F 3*	F 4*	F 5*	F 6*	F 7*
Gros œuvres – Charpente métallique	50 ans	50 ans	50 ans	25 ans	33 ans	40 ans	
Étanchéité, toiture et autres	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans		
Agencements et aménagements	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans		20 ans
Installations techniques fixes	25 ans	25 ans	25 ans	20 ans	20 ans		
Menuiserie intérieure & extérieure	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans	15 ans		

* F1 : constructions en dur <R+2

F2 : constructions en dur >R+2

F3 : Bâtiment industriel en dur (entrepôt, magasins, etc)

F4 : Bâtiment industriel - construction légère - structure métallique

F5 : Bâtiment industriel - construction lourde - structure métallique

F6 : Bâtiment en copropriété

F7 : Aménagements extérieurs/terrains non construits

Installations techniques, matériel et outillage :	de 3 à 35 ans
Matériel de transport :	de 1 à 9 ans
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers :	de 2 à 7 ans
Autres immobilisations corporelles :	de 2 à 5 ans

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des immobilisations corporelles et adapte les plans d'amortissement de façon prospective en cas de variation par rapport à l'exercice précédent.

3.9 - Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur, déterminée au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location financement, en passifs financiers.

Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location financement, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.

3.10 - Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Concernant les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » précise que lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation de ces immobilisations, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur (diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes ...).

La fermeture planifiée de certains sites, des réductions d'effectifs complémentaires ainsi que la révision à la baisse des perspectives de marché peuvent, dans certains cas, être considérées comme des indices de perte de valeur.

Ainsi, conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Le Groupe a déterminé que le plus petit niveau auquel les actifs pouvaient être testés pour perte de valeur était « les usines ».

Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au bilan du goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inlus dans l'UGT au prorata de leur valeur comptable.

La valeur recouvrable d'une UGT correspond au montant le plus élevé entre sa valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés) et sa juste valeur sur le marché.

Ainsi, pour une filiale non cotée, la valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, sur une durée de trois ans extrapolée pour trois autres années et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs et le coût moyen pondéré du capital diffèrent en fonction des UGT et des secteurs d'activités dans lesquels elles interviennent.

Pour une filiale cotée, la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) retenue est sa capitalisation boursière à moins que celle-ci soit inférieure à la valeur nette comptable, auquel cas, une estimation de la valeur d'utilité est effectuée.

3.11 - Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

3.12 - Actifs financiers

Les actifs financiers doivent être classés selon les quatre catégories suivantes :

- Actifs évalués à la juste valeur en résultat : juste valeur avec variations de juste valeur en résultat ;
- Actifs détenus jusqu'à l'échéance : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat. Cette catégorie n'est pas utilisée par le Groupe ;
- Prêts et créances : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat ;
- Actifs disponibles à la vente : juste valeur avec variations de juste valeur en capitaux propres, ou en résultat pour provisionner une dépréciation objective durable (six mois) ou significative (baisse supérieure à 20%) et dans ce cas toute baisse ultérieure sera portée en résultat tandis que toute hausse ultérieure sera portée en capitaux propres.

3.13 - Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance.

Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat (en autres produits et charges financiers). Pour les placements disponibles à la vente, les variations de juste valeur sont comptabilisées directement dans les capitaux propres ou en résultat (en autres produits et charges financiers) dans le cas d'indication objective d'une dépréciation plus que temporaire de la valeur mobilière ou en cas de cession.

3.14 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur). Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à court ou moyen terme sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires liés à des opérations de financement sont également exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3.15 - Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation » est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

3.16 - Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déductibles ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- (b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt différé si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- (b) les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale. Ainsi, les soldes nets d'impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale.

3.17 - Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...
- la méthode dite du corridor est appliquée. Ainsi, seuls les écarts actuariels représentant plus de 10% du montant des engagements sont comptabilisés et amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne de vie active des salariés du régime (DVAR).

A compter du 1^{er} janvier 2007, les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles ne sont reconnus que lorsqu'ils excèdent 10% de la valeur de l'engagement actualisé. La fraction excédant 10% est alors étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle des salariés.

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

3.18 - Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échéancier de reversement fiable ou lorsque l'effet du passage du temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

3.19 - Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur les primes d'émission, de fusion ou d'apport.

3.20 - Passifs financiers

3.20.1 - Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur

la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

3.20.2 - Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent essentiellement les dettes fournisseurs et les autres créateurs. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

3.21 - Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe sont composés principalement des natures suivantes de chiffre d'affaires :

- * ventes de marchandises ;
- * ventes de biens et services produits ;
- * revenus locatifs.

Un produit est comptabilisé en produits des activités ordinaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens.

3.22 - Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans le paragraphe « Chiffre d'Affaires ».

3.23 - Coût de l'endettement net

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les emprunts bancaires, les emprunts obligataires et les autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement).

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont incorporés dans le coût de cet actif.

3.24 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

3.25 - Information sectorielle

Le Groupe Sonasid intervient principalement dans le secteur de la sidérurgie. L'activité est intégrée verticalement et le groupe de produits commercialisés par le Groupe ne comportent pas des risques et une rentabilité sensiblement différents.

Par ailleurs, la quasi-totalité de son activité est réalisée au Maroc.

De ce fait, aucun niveau d'information sectorielle ou par zone géographique n'a été retenu.

Note 4 - Evolution du périmètre de consolidation au cours de la période**4.1 - Cessions**

Le Groupe n'a cédé aucune entité au cours du premier semestre 2008.

4.2 - Acquisitions

Le Groupe n'a pas procédé à des acquisitions d'entités au cours du premier semestre 2008.

Note 5 - Informations sectorielles

Le Groupe Sonasid intervient principalement dans le secteur de la sidérurgie. Par ailleurs, la quasi-totalité de son activité est réalisée au Maroc. De ce fait, le Groupe Sonasid n'a retenu aucun niveau d'information sectorielle ou par zone géographique.

Note 6 - Chiffre d'Affaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe Sonasid se décomposent de la manière suivante :

(En Millions de MAD)	2008	2007
- Chiffre d'affaires	7 766,9	6 427,5
- Autres produits de l'activité	400,2	(101,6)
Total produits des activités ordinaires	8 167,1	6 325,9

Le chiffre d'affaires se décompose globalement comme suit :

(En Millions de MAD)	2008	2007
- Ventes de Marchandises en l'état	13,7	120,9
- Production vendue de biens et services	7 753,2	6 306,6
Chiffre d'affaires	7 766,9	6 427,5

Note 7 - Achats et autres charges externes

Les achats et les autres charges externes se décomposent comme suit :

(En Millions de MAD)	2008	2007
Achats revendus de marchandises	(4,6)	(119,5)
Achats consommés de matières et fournitures	(5 859,2)	(4 382,3)
Achats	(5 863,8)	(4 501,8)
Loyers opérationnels	(22,7)	(21,7)
Entretien et réparations	(54,9)	(30,0)
Rémunération de personnel extérieur à l'entreprise	(14,9)	(13,1)
Transport	(102,1)	(85,8)
Charges externes diverses	(207,8)	(192,4)
Autres charges externes	(402,4)	(343,0)
Total Achats et Autres charges externes	(6 266,2)	(4 844,8)

Note 8 - Frais de personnel et effectifs**8.1 - Frais de personnels**

Les charges de personnel de l'exercice sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(En Millions de MAD)	2008	2007
Salaires et traitements	(147,6)	(133,6)
Autres charges sociales	(56,0)	(51,1)
Dotations nettes aux provisions pour avantages du personnel	(6,5)	(9,2)
Total	(210,1)	(194,0)

8.2 - Effectifs moyens

Les effectifs moyens des entreprises consolidées par intégration globale se ventilent comme suit :

	2008	2007	Var %
Cadres	94	114	(18 %)
Non cadres	938	896	5 %
Intérimaires	595	397	50 %
Autres	19	4	375 %
Total	1 646	1 411	17 %

8.3 - Rémunérations des organes d'administration et de direction

L'information relative à la rémunération des organes d'administration et de direction figure dans la Note 29 relative aux parties liées.

Note 9 - Amortissements et provisions d'exploitation

Les variations d'amortissements et de provisions ayant un impact sur le résultat d'exploitation courant pour les périodes closes les 31 décembre 2008 et 31 décembre 2007 se décomposent comme suit :

(En Millions de MAD)	2008	2007
Amortissements nets impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations incorporelles	(1,2)	(0,9)
Immobilisations corporelles	(143,0)	(135,2)
Sous-total	(144,2)	(136,1)
Provisions et Pertes de valeur nettes impactant le résultat d'exploitation courant		
Stocks	(196,6)	35,6
Créances	7,2	0,3
Provisions pour risques et charges	20,9	0,8
Sous-total	(168,6)	36,7
Total	(312,8)	(99,4)
Dont Amortissements et provisions des activités poursuivies	(312,8)	(99,4)
Dont Amortissements et provisions des activités non poursuivies		

Une description des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est incluse dans les notes 14 et 15 de ces états financiers.

Le détail des variations des pertes de valeur relative aux stocks et aux créances est inclus dans les notes 17 et 18 de ces états financiers.

Les mouvements de provisions pour risques et charges sont détaillés dans la note 21 de ces états financiers.

Note 10 - Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

(En Millions de MAD)	2008	2007
Cession d'actifs		0,3
Résultats sur dérivés de change – trading	10,1	(6,2)
Autres produits et charges d'exploitation non courants*	21,9	2,2
Total produits et charges d'exploitation non courants	32,0	(3,7)

Note 11 - Résultats financier

Le résultat financier aux 31 décembre 2008 et 2007 se décompose de la façon suivante :

(En Millions de MAD)	2008	2007
Produits d'intérêts	25,3	16,3
Charges d'intérêts	(10,1)	(1,9)
Reprises des pertes de valeur		0,1
Gains et pertes de change	(9,9)	(9,1)
Autres charges financières	1,8	(2,8)
Autres produits et charges financiers	(8,1)	(11,8)
Résultat financier	7,1	2,6

Note 12 - Impôts

12.1 - Charge d'impôt

12.1.1 - Reconnue en compte de résultat

La charge d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007, s'analyse comme suit :

(En Millions de MAD)	2008	2007
Charge d'impôt courant		
Charge de l'exercice	(419,4)	(391,8)
Ajustement de la charge d'impôt provenant d'exercices antérieurs	9,3	
(410,1)	(391,8)	
(Charges) / produits d'impôts différés		
Variations des différences temporaires	(87,6)	(22,6)
Variations des taux d'imposition		38,1
Variation des déficits fiscaux antérieurs		
(87,6)	15,5	
(Charge) / Produit total d'impôt	(497,7)	(376,3)

La charge d'impôt courant correspond aux montants payés ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de la période.

12.1.2 - Impôts différés comptabilisés au bilan

(En Millions de MAD)	Actif		Passif		Net	
	31-déc-08	31-déc-07	31-déc-08	31-déc-07	31-déc-08	31-déc-07
Impôts différés						
Provenant des différences temporaires	1,7	2,9	239,6	153,2	(237,9)	(150,3)
Provenant des déficits fiscaux						
Provenant des crédits d'impôt						
Total	1,7	2,9	239,6	153,2	(237,9)	(150,3)

Toutes les différences temporelles ont donné lieu à comptabilisation d'un impôt différé.

12.1.3 - Preuve d'impôt

(En Millions de MAD)	2008	2007
Résultat net de l'ensemble consolidé	907,4	794,2
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé (hors S.M.E)	907,4	794,2
Impôt sur les bénéfices	(410,1)	(391,8)
Impôts différés	(87,6)	15,5
Total charge fiscale	(497,7)	(376,3)
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts (hors S.M.E)	1 405,1	1 170,5
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale / Résultat comptable avant impôts)	35,4 %	32,1 %
Impôt sur différences permanentes	7,5	(71,5)
Régularisation sur IS (a)	9,3	
Variation taux IS N/N-1		38,1
Autres différences (b)	59,2	
Charge fiscale recalculée	(421,7)	(409,7)
Taux d'impôt légal au Maroc (Charge fiscale recalculée / Résultat comptable avant impôts)	30,0%	35,0%

(a) La régularisation sur IS de 9,3 MMAD correspond à la charge d'impôt sur les sociétés relative au dénouement d'un contentieux fiscal de Sonasid. Ce contentieux portait sur l'opération de fusion-absorption de Longométa Industries (LMI) par Sonasid en 2001.

(b) Le montant de 59,2 MMAD figurant dans la rubrique « Autres différences » correspond à la charge d'impôts différés

constatés par la société Sonasid suite à l'abrogation du droit aux abattements sur plus-values par la loi de Finances 2009.

Dans le bilan d'ouverture IFRS de la société Sonasid, les impôts différés relatifs à l'écart de réévaluation des actifs incorporels et corporels ont été calculés en tenant compte d'un taux d'abattement de 50%.

Note 13 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

	2008	2007
Nombre moyen pondéré :		
- d'actions ordinaires émises	3 900 000	3 900 000
- d'actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat	-	-
- d'actions d'auto détention	-	-
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action	3 900 000	3 900 000
Nombre d'instruments dilutifs	-	-
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action	3 900 000	3 900 000

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

Le résultat de base par action est de 232 Dirhams au 31 décembre 2008 contre 204 Dirhams au 31 décembre 2007.

Exercices clos le 31 décembre	2008	2007
Résultat net de l'exercice imputable aux actionnaires de la société-mère	905,8	794,0
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat par action	3 900 000	3 900 000
Résultat de base par action des activités poursuivies	232 MAD	204 MAD
Résultat dilué par action des activités poursuivies	232 MAD	204 MAD

Note 14 - Immobilisations incorporelles

(En Millions de MAD)	Logiciels	Concessions brevets et droits similaires	Autres	Total
Valeurs brutes				
Au 1 ^{er} janvier 2007	23,7			23,7
Acquisitions	1,1			1,1
Autres mouvements				
Au 31 décembre 2007	24,8			24,8
Au 1 ^{er} janvier 2008	24,8			24,8
Acquisitions	0,8			0,8
Autres mouvements	0,2			0,2
Au 31 décembre 2008	25,8			25,8
Amortissements et pertes de valeurs				
Au 1 ^{er} janvier 2007	(22,0)			(22,0)
Amortissements	(0,9)			(0,9)
Autres mouvements				
Au 31 décembre 2007	(23,0)			(23,0)
Au 1 ^{er} janvier 2008	(23,0)			(23,0)
Amortissements	(1,2)			(1,2)
Autres mouvements				
Au 31 décembre 2008	(24,2)			(24,2)
Valeurs nettes				
Au 31 décembre 2007	1,8			1,8
Au 31 décembre 2008	1,6			1,6

Les amortissements et les pertes de valeur de la période sont comptabilisés au niveau des amortissements et provisions d'exploitation.

Note 15 - Immobilisations corporelles et immeubles de placement

(En Millions de MAD)	Terrains	Construction	Matériel et outillage	Immobilisations en cours	Autres	Total
Valeurs brutes						
Au 1 ^{er} janvier 2007	151,7	572,2	2 626,7	23,5	109,7	3 483,7
Acquisitions	0,5	16,5	28,5	106,1	4,2	155,8
Cessions		(0,5)			(4,1)	(4,5)
Autres mouvements	(6,2)	0,8	21,5	(19,9)	3,6	(0,2)
Au 31 décembre 2007	145,9	589,0	2 676,6	109,7	113,5	3 634,8
Au 1 ^{er} janvier 2008	145,9	589,0	2 676,6	109,7	113,5	3 634,8
Acquisitions		6,5	79,7	103,6	4,9	194,7
Cessions		(8,9)	(68,5)		(21,6)	(99,1)
Autres mouvements	10,2	22,0	95,6	(128,1)		(0,3)
Au 31 décembre 2008	156,1	608,6	2 783,4	85,2	96,8	3 730,1
Amortissements et pertes de valeurs						
Au 1 ^{er} janvier 2007	(4,6)	(111,2)	(1 284,1)		(82,2)	(1 482,1)
Amortissements	(2,4)	(30,6)	(96,0)		(6,1)	(135,2)
Cessions		0,1			4,0	4,1
Autres mouvements						
Au 31 décembre 2007	(7,1)	(141,7)	(1 380,0)		(84,4)	(1 613,2)
Au 1 ^{er} janvier 2008	(7,1)	(141,7)	(1 380,0)		(84,4)	(1 613,2)
Amortissements	(2,4)	(31,4)	(102,8)		(6,4)	(143,0)
Cessions		3,8	67,9		19,7	91,4
Autres mouvements						
Au 31 décembre 2008	(9,5)	(169,3)	(1 414,9)	0,0	(71,1)	(1 664,8)
Valeurs nettes						
Au 31 décembre 2007	138,9	447,3	1 296,6	109,7	29,1	2 021,6
Au 31 décembre 2008	146,6	439,3	1 368,5	85,2	25,7	2 065,3

Contrats de location financement

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location financement comprises essentiellement dans les postes constructions et matériels et outillages, s'élèvent aux 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007 en valeur brute à respectivement 5,6 MAD et 23,6 MAD (en valeur nette à 2,4 MAD au 31.12.2008 et à 19,2 MAD au 31.12.2007).

Les principaux contrats de location financement concernent essentiellement :

- Les locaux du siège administratif de la société Sonasid sis au Twin Center, faisant l'objet d'un contrat de location avec option d'achat sur une durée de 5 ans. La levée d'option d'achat a eu lieu au début de l'exercice 2008.
- Des matériels et outillages de la filiale Longoméfal Armatures financés par crédit-bail sur une durée de 5 ans à partir de Février 2007.

Immeubles de placement

Le Groupe ne dispose pas d'immeubles de placement à la date de clôture de la période au 31 Décembre 2008.

Note 16 - Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers du Groupe se décomposent en valeur nette comme suit :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Part non courante		
- Instruments financiers dérivés		
- Actifs disponibles à la vente		
- Prêts et créances	44,5	47,2
Total	44,5	47,2
Part courante		
- Instruments financiers dérivés	1,2	0,4
- Actifs disponibles à la vente		
- Prêts et créances		
Total	1,2	0,4
Total autres actifs financiers	45,7	47,6

16.1 - Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés concernent les couvertures de charge à terme qualifiés de Trading.

16.2 - Prêts et créances

Les prêts et créances se décomposent en valeur nette comme suit :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Part non courante		
- Prêts au personnel	8,5	11,2
- Dépôts et cautionnements	36,0	36,0
Total	44,5	47,2

Note 17 - Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 31 décembre 2007 :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Stocks de marchandises	0,0	0,2
Stocks de matières et fournitures consommables	1 045,1	849,4
En-cours de production	236,5	60,3
Stocks de produits finis intermédiaires	684,4	432,0
Total des stocks en valeur brute	1 966,0	1 341,9
Montant de la perte de valeur en début de période	(34,3)	(69,9)
Perte de valeur constatée sur la période	(198,1)	(5,8)
Reprise de perte de valeur suite à des sorties et des cessions	1,6	41,4
Reprise de perte de valeur devenue sans objet		
Autres mouvements		
Montant de la perte de valeur en fin de période	(230,8)	(34,3)
Total Stocks, net	1 735,2	1 307,6

Note 18 - Créances clients et autres débiteurs

La valeur brute et la valeur de réalisation des créances clients et autres débiteurs au 31 décembre 2008 et 31 décembre 2007 sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Clients et comptes rattachés, part > 1 an		13,4
Créances sur cession d'actifs, part > 1 an	8,9	8,9
Dépréciation clients et comptes rattachés, part > 1 an		(9,7)
Dépréciation créances sur cession d'actifs, part > 1 an		(2,2)
Total autres débiteurs non courants	8,9	10,4
Clients et comptes rattachés	1 140,2	958,1
Dépréciation clients et comptes rattachés	(6,3)	(1,6)
Total Créances clients	1 133,9	956,6
Fournisseurs débiteurs - Avances et acomptes	0,9	4,6
Personnel - débiteur	1,3	2,1
Etat - débiteur	381,0	237,1
Comptes d'associés débiteurs		1 001,3
Créances sur cession d'actifs	0,2	
Autres débiteurs	6,9	2,0
Compte de régularisation - Actif	2,9	2,6
Total Autres débiteurs courants	393,2	1 249,7

Le solde à fin 2007 du compte courant d'associés débiteurs de 1 001 MMAD était relatif à des placements de trésorerie à la société Nouvelles Sidérurgies Industrielles (NSI, actionnaire de la société Sonasid) dans le cadre d'une convention de gestion de Trésorerie (Cash-pooling).

Note 19 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à douze mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Titres et valeurs de placement		
Banque	54,0	41,4
Autres comptes de trésorerie	5,7	37,4
Total	59,7	78,8

Note 20 - Capitaux propres

20.1 - Variation des capitaux propres part du Groupe

(En Millions de DHS)	31-déc-08	31-déc-07
Capitaux propres consolidés en début d'exercice	3 727,2	3 323,1
Dividendes versés	(1 692,6)	(390,0)
Autres variations		0,1
Augmentation de capital		
Résultat net (Part du Groupe) de la période	905,8	794,0
Capitaux propres consolidés Part du Groupe	2 940,4	3 727,2

20.2 - Variation des réserves du Groupe

Les réserves se décomposent de la façon suivante :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Réserve légale	39,0	39,0
Réserve de conso Groupe	23,9	13,1
Autres réserves Groupe	818,8	907,4
Autres réserves	759,0	1 217,4
Report à nouveau	2,3	364,6
Réserves Groupe	1 643,0	2 541,6

20.3 - Variation des intérêts minoritaires

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Intérêts minoritaires en début d'exercice	2,5	2,4
Dividendes versés		
Autres variations		(0,1)
Résultat de l'exercice	1,6	0,2
Intérêts minoritaires	4,1	2,5

Note 21 - Provisions

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Litiges	2,2	3,4
Autres risques	70,4	91,9
Total	72,6	95,4
Dont :		
- Part non courante	72,5	94,9
- Part courante	0,1	0,5

La variation de ces provisions entre 2007 et 2008 s'analyse comme suit :

(En Millions de MAD)	Solde au 1 ^{er} janvier 2008	Dotations de l'exercice	Reprise provisions	Solde au 31 décembre 2008
Litiges	3,4		(1,2)	2,2
Autres risques	91,9	0,1	(21,6)	70,4
Total	95,4	0,1	(22,8)	72,6
Dont :				
- Part non courante	94,9		(22,3)	72,5
- Part courante	0,5	0,1	(0,5)	0,1

La variation des provisions pour autres risques comprend essentiellement la reprise de la provision pour contentieux fiscal de la société Sonasid pour 19,2 MMAD suite au dénouement de ce contentieux.

Note 22 - Avantages du personnel

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale et les indemnités de départ en retraite font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité.

Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement.

Les hypothèses retenues au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 sont détaillées dans la note 23 de la liasse de consolidation complète (consulter le site Internet www.sonasid.ma).

Note 23 - Dettes financières

Les dettes financières courantes et non courantes du Groupe se décomposent comme suit :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Emprunts auprès des établissements de crédit		0,3
Dettes de location financement	1,0	1,0
Total dettes financières non courantes	1,0	1,3
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	869,6	144,7
Dettes de location financement	0,4	18,4
Instruments dérivés de couverture		9,4
Total dettes financières courantes	870,0	172,5
Total	871,0	173,8

Note 24 - Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs du Groupe se décomposent comme suit :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Dettes fournisseurs non courants		
Compte de régularisation - passif - part > 1 an	54,9	57,6
Total Autres créditeurs non courants	54,9	57,6
Total Fournisseurs et Autres créditeurs non courants	54,9	57,6
(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Fournisseurs et comptes rattachés	633,9	920,4
Clients créditeurs Avances & Acomptes	153,9	155,6
Personnel créancier	18,0	17,3
Organismes sociaux	11,0	11,4
Etat créancier	224,2	297,6
Comptes d'associés créanciers	151,3	0,2
Dettes s/ acquis. d'actifs	0,1	0,1
Autres créanciers	0,9	1,0
Compte de régularisation - passif	2,8	3,5
Total Autres créditeurs courants	562,1	486,7
Total Fournisseurs et Autres créditeurs courants	1 196,0	1 407,1

Le compte de régularisation-passif - part > 1 an comprend la part à plus d'un an des subventions d'investissements.

Note 25 - Instruments financiers

25.1 - Juste valeur des actifs financiers

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers comptabilisés au bilan pour lesquels ces deux valeurs sont identiques :

(En Millions de MAD)	31-déc.-08	31-déc.-07
Clients et autres débiteurs	1 536,0	2 216,7
Autres actifs financiers	45,7	47,6
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	59,8	78,8
Total	1 641,5	2 343,1

25.2 - Juste valeur des passifs financiers

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des passifs financiers comptabilisés au bilan pour lesquels ces deux valeurs sont identiques :

(En Millions de MAD)	31-déc.-08	31-déc.-07
Fournisseurs et autres créditeurs	1 250,9	1 464,7
Dettes financières non courantes	1,0	1,3
Dettes financières courantes	870,0	172,5
Total	2 121,9	1 638,5

25.3 - Gestion des risques

Risque de change

De par ses activités, le Groupe est exposé au risque de change.

Pour réduire et gérer son exposition au risque de variation de change, le Groupe Sonasid utilise des instruments financiers dérivés dans le but de couvrir à 100% les expositions budgétaires en devises hautement probables et/ou les engagements fermes à l'importation. Complètement, ces instruments dérivés ne sont pas qualifiés de couverture. Ces risques sont contrôlés par une équipe dédiée et indépendante, ayant la faculté le cas échéant de rapporter directement à la Direction Générale.

L'intégralité de ces dérivés est comptabilisée à la juste valeur au bilan.

La juste valeur des instruments dérivés de change se présente comme suit :

(En Millions de MAD)	31-déc.-08	31-déc.-07
Instruments dérivés - actif	1,2	0,4
- Change	1,2	0,4
Instruments dérivés - passif		9,4
- Change		9,4

Risque de crédit et de contrepartie

Le Groupe est exposé au risque de crédit en cas de défaillance d'une contrepartie. Le Groupe a mis en place des politiques sur une sélection rigoureuse des contreparties en fonction de plusieurs critères (ex : actifs et capitaux propres, notations des agences de notation...), et selon les échéances de transaction.

Les principales mesures prises pour le groupe concernent la limitation du risque de crédit clients. Ainsi, dès début Janvier 2007, le Groupe a souscrit à une Assurance couvrant le Crédit Client.

Note 26 - Contrats de location simple

Le résultat opérationnel courant inclut une charge de loyer relative aux contrats de location simple de 10,2 MMAD au 31 décembre 2008 et de 9,2 MMAD au 31 décembre 2007.

Les montants des loyers futurs au titre des contrats de location simple non résiliables, sont les suivants :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
2008	4,8	4,4
2009	4,8	3,8
2010	4,8	3,8
2011	4,8	3,8
2012	4,8	3,8
2013	4,8	3,8
Au-delà de 2014	4,8	3,8

Note 27 - Autre engagements**Engagement donnés**

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Avals, cautions et garanties donnés	153,6	33,0
Dettes garanties par des actifs nantis ou hypothéqués		
Autres engagements donnés	564,0	613,8
Total	717,6	646,8

Les autres engagements donnés comprennent pour 511 MMAD les engagements relatifs aux Crédits documentaires et aux Remises documentaires.

Engagement reçus

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Avals, cautions et garanties reçus	569,0	698,3
Nantissement et hypothèques reçus	28,7	21,4
Autres engagements reçus		
Total	597,7	719,7

Les avals, cautions et garanties reçus comprennent principalement :

- + 395 MMAD de cautions bancaires reçues des clients
- + 148 MMAD de cautions bancaires reçues des fournisseurs.

Note 28 - Passifs éventuels**28.1 - Contrôle de l'Office des Changes**

La société SONASID S.A. a fait l'objet d'un contrôle de l'Office des Changes en 2008 couvrant les exercices 2002 à 2007. Suite à ce contrôle, SONASID a reçu une demande d'informations complémentaires le 24/10/2008 à laquelle il a été répondu point par point le 07/11/2008.

Des informations supplémentaires ont été ensuite demandées et discutées avec l'Office des Changes en 2008.

A ce jour aucune notification ne nous est parvenue de la part de l'Office des Changes.

28.2 - Autres Passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des garanties bancaires et autres éléments survenant dans le cadre habituel de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs.

Par ailleurs, le Groupe a d'autres passifs éventuels liés aux lois sur l'environnement (les décrets d'application n'ayant pas encore été promulgués). Toutefois, ces éléments ne devraient pas amener le groupe à comptabiliser un passif.

Note 29 - Parties liées

La rémunération des administrateurs et des membres du comité de direction incluse dans les charges de la période se décompose comme suit :

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Administrateurs	1,1	1,1
Membres du comité de direction	12,6	10,4
Total	13,7	11,5

Note 30 - Tableau des flux de trésorerie**30.1 - Détail de l'incidence de la variation du BFR sur la trésorerie de l'exercice**

(En Millions de MAD)	31-déc-08	31-déc-07
Variation des stocks	(427,7)	158,2
Variation des créances	680,7	(617,1)
Variation des dettes	(213,7)	(116,6)
Variation du BFR	39,3	(575,5)

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

30.2 - Réconciliation de la trésorerie affichée au bilan et au TFT

En Millions de MAD	31-déc-08	31-déc-07
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59,8	78,8
Trésorerie Passive (Montant inolu dans les dettes courantes envers les établissements de crédit)	(869,6)	(144,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie – bilan	(809,8)	(65,9)
- Titres et valeurs de placement	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie – TFT	(809,8)	(65,9)

Note 31 - Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 31 décembre 2008.

Note 32 - Périmètre de consolidation au 31 décembre 2008

	31 Décembre 2008			31 Décembre 2007		
	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode
SONASID	100%	100%	IG	100%	100%	IG
LONGOMETAL ARMATURE	96,93%	96,93%	IG	96,93%	96,93%	IG



101, Bd Massira Al Khadra
20100 Casablanca - Maroc

Aux Actionnaires de SONASID
Casablanca



37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca - Maroc

RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2008

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints, de la Société SONASID et de ses filiales (Groupe SONASID) comprenant le bilan au 31 décembre 2008, le compte de résultat, l'état de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

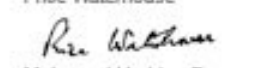
Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe SONASID au 31 décembre 2008, ainsi que la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

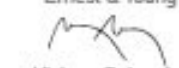
Casablanca, le 26 Mars 2009

Pricewaterhouse


Mohamed Haddou-Bouazza
Associé

Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young


Hisham Belmrah
Associé

Comptes sociaux

Bilan Actif

BILAN (actif)		EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008			
ACTIF	Brut	Exercice		Exercice précédent	
		Amortissements et provisions	Net	Net	
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	5 453 359,32	3 632 942,39	1 820 416,93	1 812 677,64	
• Frais préliminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	5 453 359,32	3 632 942,39	1 820 416,93	1 812 677,64	
• Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	32 364 952,19	23 646 272,06	8 718 680,13	9 077 307,39	
• Immobilisation en recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	24 873 325,70	23 646 272,06	1 227 053,64	1 585 680,90	
• Fonds commercial	7 491 626,49	0,00	7 491 626,49	7 491 626,49	
• Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	3 287 961 765,08	1 835 814 458,69	1 452 147 306,39	1 459 131 161,51	
• Terrains	54 220 842,55	2 919 633,62	51 301 208,93	41 953 304,77	
• Constructions	473 722 496,46	146 689 342,32	327 033 154,14	310 227 124,35	
• Installations techniques, matériel et outillage	2 603 511 491,31	1 632 502 493,03	971 008 998,28	961 277 405,09	
• Matériel de transport	44 149 437,33	35 502 888,85	8 646 548,48	12 185 195,31	
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	24 417 984,54	15 302 148,64	9 115 835,90	11 208 136,83	
• Autres immobilisations corporelles	4 357 931,08	2 897 972,23	1 459 958,96	12 977 528,30	
• Immobilisations corporelles en cours	83 581 581,80		83 581 581,80	109 701 466,86	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	103 178 845,52	243 850,95	102 934 994,57	106 601 258,43	
• Prêts immobilisés	8 665 390,96	243 850,95	8 421 540,01	11 130 803,87	
• Autres créances financières	36 019 354,56	0,00	36 019 354,56	35 976 354,56	
• Titres de participation	58 494 100,00	0,00	58 494 100,00	58 494 100,00	
• Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)	0,00		0,00	0,00	
• Diminution des créances immobilisées	0,00		0,00	0,00	
• Augmentation des dettes de financement	0,00		0,00	0,00	
TOTAL I (A + B + C + D + E)	3 428 958 922,11	1 863 337 524,09	1 565 621 398,02	1 575 622 404,97	
STOCKS (F)	1 909 845 240,29	226 280 804,73	1 683 564 435,56	1 286 644 919,69	
• Marchandises	9 659,12	0,00	9 659,12	198 746,11	
• Matières et fournitures consommables	1 014 061 858,91	68 020 146,82	945 041 712,09	796 480 371,74	
• Produits en cours	241 181 122,03	2 741 963,20	238 439 158,83	60 508 616,44	
• Produits intermédiaires et produits résiduels	6 989 820,04	879 725,52	6 110 094,52	8 327 973,02	
• Produits finis	647 602 780,19	153 638 969,19	493 963 811,00	421 128 212,38	
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	1 370 734 488,36	885 138,43	1 369 849 349,93	2 156 721 647,69	
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	934 379,93	0,00	934 379,93	4 545 734,61	
• Clients et comptes rattachés	1 008 446 461,82	885 138,43	1 008 561 323,39	903 252 270,70	
• Personnel - Débiteur	1 011 246,45	0,00	1 011 246,45	1 896 914,61	
• Etat - Débiteur	339 914 028,60		339 914 028,60	194 339 658,61	
• Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	1 001 276 409,28	
• Autres débiteurs	16 511 036,23	0,00	16 511 036,23	48 779 100,28	
• Comptes de régularisation-Actif	2 917 335,33		2 917 335,33	2 631 559,60	
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	0,00	0,00	0,00	0,00	
ECART DE CONVERSION - ACTIF (éléments circulants) (I)	1 215 970,04		1 215 970,04	1 228 223,59	
TOTAL II (F + G + H + I)	3 281 795 998,89	227 165 943,16	3 054 629 755,53	3 444 992 790,97	
TRESORERIE - ACTIF	44 880 980,91	0,00	44 880 980,91	76 636 112,22	
• Chèques et valeurs à encaisser	5 138 193,03		5 138 193,03	37 292 407,62	
• Banques, T.G et C.C.P. débiteurs	39 709 796,34	0,00	39 709 796,34	39 295 660,77	
• Caisse, Régies d'avances et accreditifs	32 991,54	0,00	32 991,54	48 043,83	
TOTAL III	44 880 980,91	0,00	44 880 980,91	76 636 112,22	
TOTAL GENERAL I + II + III	6 755 635 601,71	2 090 503 467,25	4 665 132 134,46	5 096 851 308,16	

Arrêté l'Actif du bilan 2008 à la somme de : quatre milliards six cent soixante cinq millions cent trente deux mille cent trente quatre dirhams, quarante six centimes

Bilan Passif

BILAN (passif)		EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008	
PASSIF	Exercice	Exercice précédent	
CAPITAUX PROPRES			
• Capital social ou personnel (1)	390 000 000,00		390 000 000,00
• moins: actionnaires, capital souscrit non appelé	0,00		0,00
Capital appelé dont versé	390 000 000,00		390 000 000,00
• Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 604 062,88		1 604 062,88
• Ecart de réévaluation	0,00		0,00
• Réserve légale	39 000 000,00		39 000 000,00
• Autres réserves	758 987 951,35		1 217 421 809,25
• Report à nouveau (2)	2 279 555,24		364 641 501,24
• Résultats nets en instance d'affectation (2)			0,00
• Résultat net de l'exercice (2)	887 292 803,40		871 904 196,10
Total des Capitaux propres (A)	2 099 164 372,87		2 884 471 569,47
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	539 107 404,84		587 070 682,19
• Subventions d'investissement	44 975 441,75		51 583 585,15
• Provisions réglementées pour amortissements dérogatoires	449 460 406,21		445 815 530,16
• Provisions réglementées pour plus-values en instance d'imposition	0,00		0,00
• Provisions réglementées pour investissements	44 671 556,88		89 671 556,88
• Provisions réglementées pour reconstitution des gisements	0,00		0,00
• Provisions réglementées pour acquisition et construction de logements	0,00		0,00
• Autres provisions réglementées	0,00		0,00
DETTES DE FINANCEMENT (C)	0,00		0,00
• Emprunts Obligataires	0,00		0,00
• Emprunts auprès des établissements de crédit	0,00		0,00
• Avances de l'Etat	0,00		0,00
• Dettes rattachées à des participations et billets de fonds	0,00		0,00
• Avances reçues et comptes courants bloqués	0,00		0,00
• Fournisseurs d'immobilisations, cautionnements reçus et autres dettes de financement	0,00		0,00
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)	105 957 327,05		115 805 231,78
• Provisions pour risques	105 957 327,05		96 548 339,10
• Provisions pour charges	0,00		19 256 892,68
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	0,00		0,00
• Augmentation des créances immobilisées	0,00		0,00
• Diminution des dettes de financement	0,00		0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)	2 734 229 104,76		3 587 347 482,44
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	1 137 722 529,87		1 371 972 162,33
• Fournisseurs et comptes rattachés	827 296 987,45		911 455 149,31
• Clients créditeurs, avances et acomptes	159 312 790,54		153 827 427,88
• Personnel - Créancier	16 175 333,03		16 653 683,90
• Organismes Sociaux	8 692 578,98		10 004 498,28
• Etat - Créancier	188 389 285,12		278 996 919,07
• Comptes d'associés - Créanciers	151 310 689,95		200 388,46
• Autres Créanciers	725 424,85		678 968,85
• Comptes de régularisation - Passif	5 819 438,95		155 226,55
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	1 215 970,04		1 228 223,59
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (Eléments circulants) (H)	4 154 532,36		1 053 472,30
TOTAL II (F + G + H)	1 143 093 032,27		1 374 251 859,22
TRESORERIE - PASSIF			
• Crédits d'acompte	58 983 106,08		0,00
• Crédits de Trésorerie	0,00		0,00
• Banques (solides créditeurs)	728 826 891,35		1 35 251 965,50
TOTAL III	787 809 997,43		1 35 251 965,50
TOTAL GENERAL I+II+III	4 665 132 134,46		5 096 851 308,16

(1) capital personnel débiteur (-)
(2) bénéficiaire (+); déficitaire (-)

Arrêté le Passif du bilan 2008 à la somme de : quatre milliards six cent soixante cinq millions cent trente deux mille cent trente quatre dirhams, quarante six centimes

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

	Nature	OPERATIONS		Exercice	Totaux de l'exercice précédent
		Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
E X P L O I T A T I O N	I PRODUITS D'EXPLOITATION				
	• Ventres de marchandises (en l'état)	0,00	0,00	0,00	117 281 030,17
	• Ventres de biens et services produits C.A	7 586 554 723,38	35 454 254,84	7 622 008 978,22	6 210 064 898,99
	• Chiffres d'affaires	7 586 554 723,38	35 454 254,84	7 622 008 978,22	6 327 345 929,16
	• Variation de stocks de produits (+1)	373 900 429,04	0,00	373 900 429,04	(95 563 645,85)
	• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	0,00	0,00	0,00	0,00
	• Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
	• Autres produits d'exploitation	0,00	0,00	0,00	170 186,00
	• Reprises d'exploitation, transferts de Charges	14 285 658,04	0,00	14 285 658,04	42 466 357,82
	TOTAL I	7 974 740 810,46	35 454 254,84	8 010 195 065,30	6 274 418 827,23
	II CHARGES D'EXPLOITATION				
	• Achats revendus (2) de marchandises	165 189,00		165 189,00	120 979 940,21
	• Achats consommés (2) de matières et fournitures	5 844 886 498,67	(8 558 945,54)	5 836 328 553,13	4 325 034 809,48
	• Autres charges externes	384 279 335,00	111 683,55	384 391 028,55	332 433 617,46
	• Impôts et taxes	12 480 272,91	434 307,00	12 914 579,91	17 461 942,59
	• Charges de personnel	172 837 435,07	319 040,55	173 256 475,62	163 142 557,04
	• Autres charges d'exploitation	1 120 000,00		1 120 000,00	1 120 000,00
	• Dotations d'exploitation	401 978 888,83		401 978 888,83	195 826 546,23
	TOTAL II	6 817 847 619,48	-7 684 904,44	6 810 152 715,04	5 155 999 413,11
III RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			1 200 042 350,26	1 118 419 414,12	
IV PRODUITS FINANCIERS					
• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	0,00	0,00			
• Gains de change	41 384 110,38		41 384 110,38	13 238 315,93	
• Intérêts et autres produits financiers	25 233 183,17		25 233 183,17	17 689 350,44	
• Reprises financières, transferts de Charges	1 234 140,48		1 234 140,48	426 515,35	
TOTAL IV	67 861 444,03	0,00	67 861 444,03	31 354 181,72	
V CHARGES FINANCIERES					
• Charges d'intérêts	8 849 711,82	39 936,40	8 989 648,22	1 088 675,57	
• Pertes de change	54 384 972,13	(5 583,32)	54 379 388,81	16 849 543,79	
• Autres charges financières			0,00	0,00	
• Dotations financières	1 215 970,04		1 215 970,04	1 226 223,59	
TOTAL V	64 550 654,99	34 353,08	64 585 007,17	19 164 442,95	
VI RESULTAT FINANCIER (IV - V)			3 276 436,86	12 189 738,77	
VII RESULTAT COURANT (III + VI)			1 203 318 787,12	1 130 609 152,89	

(1) Variation de stocks : stock final - stock initial, augmentation (+), diminution (-)
 (2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

	NATURE	OPERATIONS		Exercice	Exercice précédent
		Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
N O N C O U R A N T	VII RESULTAT COURANT (reports)			1 203 318 787,12	1 130 609 152,89
	VIII PRODUITS NON COURANTS				
	• Produits des cessions d'immobilisation	7 643 765,46	0,00	7 643 765,46	741 000,08
	• Autres produits non courants	2 094 533,70	38 520 930,96	41 615 464,66	3 670 880,37
	• Reprises sur subventions d'investissement	6 608 153,40		6 608 153,40	6 608 153,40
	• Reprises non courantes ; transferts de Charges	107 469 042,19	6 036 750,18	113 505 792,37	209 595 856,24
	TOTAL VIII	123 815 494,75		169 373 175,89	220 615 490,09
	IX CHARGES NON COURANTES				
	• Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	7 649 958,46	0,00	7 649 958,46	434 037,27
	SUBVENTION ACCORDEES	0,00	0,00	0,00	0,00
	• Autres charges non courantes	11 146 020,28	8 003 429,70	19 149 449,98	6 542 185,75
	• Dotations non courantes aux amort et aux prov	62 302 763,69	0,00	62 302 763,69	84 823 532,31
	TOTAL IX	81 098 742,43	8 003 429,70	89 102 172,13	91 799 755,34
X RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)			80 271 003,76	128 815 734,75	
XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII + X)			1 283 589 790,88	1 259 424 887,64	
XII IMPOTS SUR LES RESULTATS	377 001 448,88	9 295 538,60	386 296 987,48	387 620 691,54	
XVII RESULTAT NET (XI - XII)			897 292 803,40	871 804 196,10	
XIV TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			8 247 429 645,22	6 526 388 499,04	
XV TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			7 350 136 841,83	5 654 584 302,94	
XVI RESULTAT NET			897 292 803,40	871 804 196,10	
XIII (total des produits - total des charges)					

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I - SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN		EXERCICE DU 01/01/08 AU 31/12/08			
		EXERCICE A	EXERCICE PRÉCÉDENT B	VARIATION A-B	
				EMPLOIS C	RESSOURCES D
1	FINANCEMENT PERMANENT	2 734 229 104,76	3 587 347 483,44	0,00	853 118 378,68
2	MOINS ACTIF IMMOBILISÉ	1 565 621 398,02	1 575 622 404,97	0,00	10 001 006,95
3	= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	1 168 607 706,74	2 011 725 078,47		843 117 371,73
4	ACTIF CIRCULANT	3 054 629 755,53	3 444 592 790,97	389 972 694,56	
5	MOINS PASSIF CIRCULANT	1 143 093 032,27	1 374 251 859,22	231 168 866,07	
6	= BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4 - 5) (B)	1 911 536 723,26	2 070 340 931,75	158 804 208,49	
7	TRESORERIE NETTE (ACTIF-PASSIF) A - B	(742 929 016,52)	(58 615 853,28)	0,00	684 313 163,24
II - EMPLOIS ET RESSOURCES		EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I - RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
	= Autofinancement (A)	644 876 819,75			539 291 763,99
	= Capacité d'autofinancement		1 047 723 181,25		929 291 763,99
	= Distributions de bénéfices		1 692 600 000,00		390 000 000,00
	= Cessions et réductions d'immobilisations (B)		10 356 588,87		4 286 880,22
	= Cessions d'immob. incorporelles				
	= Cessions d'immob. corporelles		7 643 765,45		741 000,08
	= Cessions d'immob. financier		0,00		0,00
	= Récupérations sur créances immobilisées		2 712 823,41		3 545 880,14
	= Augmentation des capitaux propres et assimilés (C)	0,00	0,00		48 000 000,00
	= Augmentation de capital, apports				
	= Subventions d'investissement			0,00	48 000 000,00
	= Augmentations des dettes de financement (D) (nettes de primes de remboursement)	0,00		0,00	
	TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	644 876 819,75	10 356 588,87	0,00	591 569 644,21
II - EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
	= ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	207 781 716,85		156 528 362,17	
	= Acquisitions d'imm. incorp.	524 790,00		769 614,80	
	= Acquisitions d'imm. corp.	207 213 926,85		145 758 747,57	
	= Acquisitions d'immob. financières				
	= Augment. des créances immob.	43 000,00		10 000 000,00	
	= REMBOURSEMENT DES CAPITALS PROPRES (F)				
	= REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
	= EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	815 425,00		179 303,00	
	TOTAL II - EMPLOIS STABLES (D+E+F+G+H)	853 473 960,60	10 356 588,87	156 707 665,17	
III - VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)		0,00	158 804 208,49	545 016 260,65	0,00
IV - VARIATION DE LA TRESORERIE		0,00	684 313 163,24	0,00	110 155 281,61
TOTAL GENERAL		853 473 960,60	853 473 960,60	701 723 925,82	701 723 925,82

ETAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T.F.R.)		EXERCICE DU 01/01/08 AU 31/12/08	
		31/12/2008	31/12/2007
1	VENTES DE MARCHANDISES (en l'état)	0,00	117 291 030,17
2	- ACHATS REVENDUS DE MARCHANDISES	165 189,00	120 979 940,21
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	(165 189,00)	(3 688 910,04)
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE : (3+4+5)	7 995 909 407,26	6 114 501 253,14
3	= Ventes de biens et services produits	7 622 008 978,22	6 210 064 898,99
4	= Variation stocks de produits	373 900 429,04	(95 563 645,85)
5	= Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
III	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6 + 7)	6 220 717 581,68	4 657 468 426,94
6	= Achats consommés de matières et fournitures	5 836 326 553,13	4 325 034 809,48
7	= Autres charges externes	384 391 028,55	332 433 617,46
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I + II + III)	1 775 026 636,58	1 453 333 916,16
8	+ Subventions d'exploitation		
V	9 - Impôts et taxes	12 914 579,91	17 461 942,59
10	- Charges de personnel	173 256 475,62	163 142 557,04
	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	1 588 855 581,05	1 272 729 416,53
	= OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (IBE)		
11	+ Autres produits d'exploitation	0,00	170 188,00
12	- Autres charges d'exploitation	1 120 000,00	1 120 000,00
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	14 285 658,04	42 466 357,92
14	- Dotations d'exploitation	401 978 888,83	195 826 546,33
VI	= RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	1 200 042 390,26	1 118 419 414,12
VII	+ RESULTAT FINANCIER	3 276 436,86	12 189 738,77
VIII	= RESULTAT COURANT (+ ou -)	1 203 318 787,12	1 130 609 152,89
IX	+ RESULTAT NON COURANT	80 271 003,76	128 815 734,75
15	- Impôts sur les résultats	366 296 987,48	387 620 691,54
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	897 292 803,40	871 804 196,10
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT			
1	Resultat net de l'exercice		
	= Bénéfice +	897 292 803,40	871 804 196,10
	= Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	208 243 283,82	189 271 721,11
3	+ Dotations financières (1)	0,00	0,00
4	+ Dotations non courantes (1)	62 302 763,69	84 823 532,31
5	- Reprises d'exploitation (2)	0,00	7 154,17
6	- Reprises financières (2)	7 916,89	99 758,91
7	- Reprises non courantes (2) (3)	120 113 945,77	216 203 808,64
8	- Produits des cessions d'immobilisations	7 643 765,46	741 000,08
9	+ Valeurs nettes d'amort. des imm. cédés	7 649 958,46	434 037,27
I	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	1 047 723 181,25	929 291 763,99
10	- Distributions de bénéfices	1 692 600 000,00	390 000 000,00
II	AUTOFINANCEMENT	-644 876 819,75	539 291 763,99

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement

ETAT DES DÉROGATIONS

ETAT DES DEROGATIONS		
AU 31/12/2008		
INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. CHANGEMENT AFFECTANT LES METHODES D'EVALUATION	NEANT	NEANT
II. CHANGEMENT AFFECTANT LES REGLES DE PRESENTATION	NEANT	NEANT

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

Exercice du 01/01/2008 AU 31/12/2008								
		Acquisition	Produites par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cessions	Retrait	Virement	Brut Fin Exercice
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	4 637 904,32	815 425,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 453 329,32
• Frais préliminaires	179 383,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 383,00
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	4 458 521,32	815 425,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 274 056,32
• Primes de remboursement obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31 576 767,19	524 790,00	0,00	263 395,00	0,00	0,00	0,00	32 364 952,19
• Immobilisation en recherche et développement	0,00							0,00
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	24 095 148,70	524 790,00	0,00	263 395,00	0,00	0,00	0,00	24 873 333,70
• Fonds commercial	7 481 626,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 481 626,49
• Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 180 149 287,96	287 213 926,96	0,00	238 800 024,33	8 582 240,40	90 519 995,31	239 099 238,33	3 287 544 766,09
• Terrains	44 019 782,27	(2 967 058,00)	0,00	13 205 666,53	1 729,25		35 679,00	54 228 642,95
• Constructions	435 976 082,03	24 854 475,96	0,00	33 621 868,97	7 789 830,96	1 260 737,27	10 959 292,47	473 722 466,46
• Installations techniques matériel et outillage	2 451 209 587,92	76 918 549,99	0,00	144 526 136,99		68 513 827,09	629 766,09	2 603 511 491,31
• Matériel de transport	43 840 915,89	1 166 212,04	0,00	191 000,00	857 690,99		191 008,01	44 149 437,33
• Mobilier, matériel de bureau et aménagement	30 993 047,19	2 218 292,14	0,00	1 522 523,14	12 990,00	8 183 163,08	2 106 727,85	34 417 984,54
• Autres immobilisations corporelles	64 421 395,78	811 566,99	0,00	45 314 351,07	12 963 874,77	93 626 518,98	4 357 931,09	64 357 931,09
• Immobilisations corporelles en cours	109 701 466,87	105 811 868,94	0,00	418 457,93			121 950 231,93	83 581 581,80

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008					
NATURE	Créat. débet exercice 1	Dotat. de l'exercice 2	VIREMENTS	Amortissements sur immobilisations sorties 3	Créat. d'amortissement fin exercice 4=1+2-3
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	2 825 256,68	802 114,58	5 571,21	0,00	3 632 942,39
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 825 256,68	802 114,58	5 571,21	0,00	3 632 942,39
• Primes de remboursement obligations	0,00				0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 489 469,88	1 152 131,46	5 319,20	0,00	23 646 272,06
• Immobilisation en recherche et développement	0,00				0,00
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	22 489 469,88	1 152 131,46	5 319,20	0,00	23 646 272,06
• Fonds commercial					
• Autres immobilisations incorporelles					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 721 018 126,42	284 289 887,88	251,94	91 492 463,66	1 835 814 462,69
• Terrains	2 466 477,58	472 136,15	(16 838,57)	35 679,00	2 919 632,62
• Constructions	125 736 571,92	25 130 302,38	528 369,25	3 857 172,65	146 699 342,32
• Installations techniques matériels et outillages	1 493 944 579,99	167 381 302,11	(43 067 531,59)	67 930 919,26	1 632 582 460,03
• Matériel de transport	31 655 720,58	4 662 051,47	61 887,62	753 005,66	35 582 668,95
• Mobilier, matériel de bureau et aménagement	19 770 910,36	3 579 136,63	(66 196,56)	8 114 064,71	15 382 146,64
• Autres immobilisations corporelles	51 443 867,48	5 054 109,28	42 598 532,09	11 001 472,36	2 897 972,23
• Immobilisations corporelles en cours	0,00				0,00

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

AU 31/12/2008									
Raison sociale de la société détenue	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable	Extraits des derniers états de synthèse de la société détenue			Profits inscrits au C.P.C de l'exercice
						Cote de clôture	Situation nette	Résultat net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
LONGOMETAL ARMATURE		60 346 000,00	96,93%	58 494 100,00	58 494 100,00	31/12/2008	138 005 280,52	52 304 581,81	0,00
TOTAL				58 494 100,00	58 494 100,00		138 005 280,52	52 304 581,81	0,00

TABLEAU DES PROVISIONS

EXERCICE DU 01/01/2008 AU 31/12/2008								
NATURE	Montant débet Exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin Exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	251 767,84	0,00	0,00	0,00	0,00	7 915,89	0,00	243 851,95
2. Provisions réglementées	525 487 087,04	0,00	0,00	37 302 763,69	0,00	0,00	76 657 887,64	484 131 963,09
3. Provisions durables pour risques et charges	115 885 231,78	0,00	0,00	25 000 000,00	0,00	0,00	34 847 984,79	105 957 327,05
SOUS TOTAL (A)	651 544 086,66	0,00	0,00	62 302 763,69	0,00	113 565 792,37	600 341 867,90	
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	47 715 566,13	193 735 605,81	0,00	0,00	14 285 658,04	0,00	0,00	227 155 941,16
5. Autres provisions pour risques et charges	1 226 223,59	0,00	1 215 978,04	0,00	0,00	1 226 223,59	0,00	1 215 978,04
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	48 942 219,70	193 735 605,81	1 215 978,04	0,00	14 285 658,04	1 226 223,59	0,00	228 381 913,20
TOTAL (A + B)	700 486 306,44	193 735 605,81	1 215 978,04	62 302 763,69	14 285 658,04	1 226 223,59	113 565 792,37	628 722 971,16

TABLEAU DES CRÉANCES

CRÉANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d' un AN	Moins d' un AN	Échus et non Recouvrés	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organ Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ								
* Prêts immobilisés	8 665 390,96	8 665 390,96						
* Autres créances financières	36 019 354,96	36 019 354,96						
* Titres de participation	58 494 100,00	58 494 100,00						
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	904 379,93		934 379,93					
* Clients et comptes rattachés	1 889 446 661,82		1 009 446 661,82		33 578 682,36	0,00	238 999 099,54	
* Personnel	1 011 246,45		1 011 246,45					
* Etat	339 914 028,60		339 914 028,60		339 914 028,60			
* Comptes d'associés	0,00		0,00			0,00		
* Autres débiteurs	16 511 036,23		16 511 036,23		8 075 431,36	1 754 717,34		
* Comptes de régularisation Actif	2 917 335,33		2 917 335,33					

TABLEAU DES DETTES

CRÉANCES DE FINANCEMENT	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d' un AN	Moins d' un AN	Échus et non Payés	Montants en devises	Montants vis-à-vis l'Etat et Organ Publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
DU PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et comptes	627 296 667,45		627 296 667,45		USD 38 082 043,67	414 124,00	0,00	14 341 595,46
					EUR 11 583 864,86			
					GBP 38 968,75			
					SEK 3 071 906,80			
* Clients créditeurs, avances et acomptes	158 212 790,54		158 212 790,54				5 611 209,61	
* Personnel	16 175 333,03		16 175 333,03					
* Organismes sociaux	8 692 570,98		8 692 570,98					
* Etat	168 389 295,12		168 389 295,12			168 389 295,12		
* Comptes d'associés	151 310 689,95		151 310 689,95					
* Autres créanciers	725 424,05		725 424,05					
* Comptes de régularisation Passif	5 819 439,95		5 819 439,95				0,00	

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU RECUES

Tiers créanciers ou leurs débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature 1	Date et lieu d'inscription	Objet 2 3	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
* Sûretés données					
	8 665 390,96	Hypothèque			
* Sûretés reçues					
	10 088 000,00	Hypothèque		A - 8 665 390,96 : Hypothèques de 1 ^{er} rang sur les titres fonciers des logements cédés. B - 10 000 000,00 : Hypothèques de 1 ^{er} rang sur un terrain pour la garantie de risque financier évalué à 18 000 000,00 CH des terrains litigieux cédés à la SNEC. C - 18 000 000,00 : Client.	
	10 088 000,00	Hypothèque		Client	

[1] - Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

[2] préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

[3] préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDITS-BAIL

ENGAGEMENTS DONNÉS	AU 31/12/2008	
	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
AVALS ET CAUTIONS	1 574 000,00	3 032 000,00
AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS		
- CREDIT D'ENLEVEMENT	30 080 000,00	30 000 000,00
- CREDITS DOCUMENTAIRES & REMISES DOCUMENTAIRES & ESCOMPTE	510 860 000,00	578 488 000,00
- COUVERTURE IMPORTATIONS 2007 ECHEANCE 2008 USD	51 139 623,00	63 476 667,70
- COUVERTURE IMPORTATIONS 2007 ECHEANCE 2008 EUR		9 901 258,04
- ENGAGEMENT RELATIF AUX AVANTAGES SOCIAUX ACCORDÉS POSTERIEUREMENT A L'EMPLOI, AUTRES QUE LES RETRAITES	65 746 000,00	58 452 000,00
- ENGAGEMENT DE CESSION DE 15 LOGEMENTS RESTANT A CEDER UNE VALEUR GLOBALE DE	3 368 883,06	4 640 446,68
- ENGAGEMENT DE CESSION DE TERRAIN POUR UNE VALEUR GLOBALE DE	30 629 963,79	30 629 963,79
- ENGAGEMENT DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT :		
AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE (UN GROUPE SCOLAIRE ET 3 LOGEMENTS ECONOMIQUES)		
A LA GENDARMERIE ROYALE (2 LOGEMENTS ECONOMIQUES ET UN LOCAL A USAGE DE BUREAUX ET D'HABITATIONS)		
TOTAL MAD	642 073 446,85	706 242 000,48
TOTAL USD	51 139 623,00	63 476 667,70
TOTAL EUR		9 901 258,04

ENGAGEMENTS RECUS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRECEDENT
* AVALS ET CAUTIONS		
- CAUTIONS RECUS DES CLIENTS	395 150 000,00	421 450 000,00
- CAUTIONS RECUS DES FOURNISSEURS EN MAD	13 885 643,98	35 886 711,50
- CAUTIONS RECUS DES FOURNISSEURS EN EUR	11 661 367,10	19 308 415,50
- CAUTIONS RECUS DES FOURNISSEURS EN USD	1 498 217,79	1 883 899,79
- CAUTIONS RECUS DES FOURNISSEURS EN SEK	2 396 450,00	5 197 791,00
- CAUTIONS RECUS DES FOURNISSEURS EN GBP	41 321,51	10 338,51
* AUTRES ENGAGEMENTS RECUS		
-HYPOTHEQUES DE 1ER RANG SUR LES TITRES FONCIERS DES LOGEMENTS CEDES	8 665 390,96	11 382 571,71
-HYPOTHEQUE DE PREMIER RANG SUR UN TERRAIN POUR LA GARANTIE DU RISQUE FINANCIER EVALUE A 18 000 000,00 CH RELATIF AUX TERRAINS LITIGIEUX CEDES A LA SNEC		
* HYPOTHEQUE CLIENTS	10 088 000,00	10 000 000,00
TOTAL MAD	427 781 034,94	478 719 283,61
TOTAL DEVICES	15 635 366,40	26 480 135,80

Rapport général des commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS 
101, Bd Massira Al Khadra
20100 Casablanca - Maroc

ERNST & YOUNG
37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca - Maroc

Aux Actionnaires de SONASID
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2008

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 14 mai 2008, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société SONASID comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 2.628.271.777,71 dont un bénéfice net de MAD 897.292.803,40.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptable raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SONASID au 31 décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

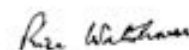
Vérification et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 26 Mars 2009

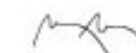
Les Commissaires aux Comptes

Pricewaterhouse



Mohamed Haddou-Bouazza
Associé

Ernst & Young



Hicham Belmrah
Associé

Rapport spécial des commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS
101, Bd Massira Al Khadra
20100 Casablanca - Maroc

ERNST & YOUNG
37, Bd. Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca - Maroc

Aux Actionnaires de **SONASID S.A.**
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2008

En application de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1 Convention d'assistance permanente avec Arcelor Persebras

La convention conclue le 31 mai 2006 accorde à Arcelor Persebras une rémunération égale à 1% du chiffre d'affaires hors taxes (nette de la retenue à la source), au titre des prestations d'assistance en matière de stratégie générale, commerciale, d'achat et marketing et en matière de ressources humaines.
Le montant comptabilisé en charges en 2008 au titre de cette convention s'élève à DH 83,95 millions hors taxes.

2.2 Convention d'assistance permanente avec la SNI

La convention conclue le 31 mai 2006 prévoit le versement à la SNI d'une rémunération égale à 1% du chiffre d'affaires hors taxes, au titre des prestations d'assistance en matière de stratégie générale, financière, administrative, comptable, juridique et fiscale, ainsi qu'en matière de communication et de ressources humaines.
Au cours de l'exercice 2008, le montant de cette prestation s'est élevé à DH 75,56 millions hors taxes.

2.3 Convention de gestion de trésorerie avec Nouvelles Sidérurgies industrielles (NSI)

La convention conclue le 31 mai 2008 prévoit la centralisation des opérations de trésorerie dans le but d'optimiser, à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.

Au cours de l'exercice 2008, la rémunération du compte courant SONASID, fixée à un taux de rendement moyen annuel de 3,54% a généré des produits pour la SONASID pour un montant de DH 23,7 millions hors taxes.

Au cours du même exercice, la rémunération du compte courant NSI, fixée à un taux de rendement moyen annuel de 2,95% a généré des charges pour la SONASID pour un montant de 1,5 millions DH hors taxes.

L'encours en principal des avances faites par la NSI à la SONASID s'élève au 31 décembre 2008 à DH 151,5 millions.

2.4 Convention conclue entre SONASID et Longoméfal Afrique

Cette convention conclue le 1^{er} février 2000 porte sur l'enlèvement de ronds à bétons et fil machine et fixe les conditions d'obtention des ristournes.
Le montant des ventes à Longoméfal Afrique, intégrées dans le chiffre d'affaires de 2008 s'élève à DH 359,3 millions hors taxes.

2.5 Don fondation ONA

Au cours de l'exercice 2008, la Société SONASID a accordé un don à la Fondation ONA de DH 2,55 millions.

Casablanca, le 26 Mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse

Rou Waltham

Mohamed Haddou-Bouazza
Associé

Ernst & Young

Hicham Belmrah

Hicham Belmrah
Associé

Résolutions 2008

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve le bilan et les comptes de l'exercice 2008 tels qu'ils sont présentés, se soldant par un bénéfice net comptable de 897.292.803,40 DH.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption de la résolution ci-dessus, l'Assemblée générale donne aux administrateurs et aux commissaires aux comptes quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2008.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 56 de la Loi 17-95, approuve les opérations conclues ou exécutées au cours de l'exercice.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale approuve l'affectation suivante des résultats :

Bénéfice net comptable	897.292.803,40 DH
Réserve spéciale pour investissements	(-) 45.000.000,00 DH
Report à nouveau sur exercices antérieurs	2.279.555,24 DH

Solde	854.572.358,64 DH
Réserves facultatives	(-) 403.500.000,00 DH
Dividende	(-) 448.500.000,00 DH

Solde	2.572.358,64 DH

Elle décide en conséquence de distribuer un dividende global de 448.500.000,00 DH, soit un dividende unitaire de 115 DH par action et d'affecter au compte report à nouveau le solde non distribué soit, 2.572.358,64 DH. Ce dividende sera mis en paiement selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur, à compter du 15 juin 2009.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide d'octroyer aux Administrateurs des jetons de présence au titre de l'exercice comptable 2008 pour un montant brut global de 1.120.000 DH, soit 80.000,00 dirhams par Administrateur.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale donne quitus plein, entier et définitif de sa gestion d'administrateur à M. Jean-Yves GILET.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale donne quitus plein, entier et définitif de sa gestion d'administrateur à M. Matthias WELLHAUSEN.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale prend acte de la démission de M. Robert ENGEL de son poste d'administrateur et lui donne quitus plein, entier et définitif de sa gestion.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale prend acte de la démission de M. Juan KESSLER de son poste d'administrateur et lui donne quitus plein, entier et définitif de sa gestion.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale prend acte de la démission de M. Saâd BENDIDI de son poste d'administrateur et lui donne plein, entier et définitif de sa gestion.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale prend acte de la démission de M. Vijay GOYAL de son poste d'administrateur et lui donne quitus plein, entier et définitif de sa gestion.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale prend acte de la démission de son poste d'administrateur de M. Philippe FIEVEZ.

Le quitus plein, entier et définitif de sa gestion sera soumis au vote de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

TREIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale prend acte de la démission de son poste d'administrateur de M. Christophe MONNOT.

Le quitus plein, entier et définitif de sa gestion sera soumis au vote de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Bérold COSTA de BEAUREGARD. Son mandat viendra à expiration à la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

QUINZIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Mohamed LAMRANI. Son mandat viendra à expiration à la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

SEIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Enriqué de LA RUBIERA. Son mandat viendra à expiration à la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Arnaud JOURON. Son mandat viendra à expiration à la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Amit SENGUPTA. Son mandat viendra à expiration à la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale ratifie la cooptation en qualité d'administrateur de M. Jean-Claude GERARDY. Son mandat viendra à expiration à la date de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

VINGTIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale prend acte que M. El Mouatassim BELGHAZI sera dorénavant le représentant permanent d'ATTIJARIWafa BANK au sein du Conseil d'administration.

VINGT ET UNIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir les formalités légales.

SONASID

DIRECTION GÉNÉRALE

Twin Center - Tour A - 18^{ème} étage
Angle Bd Zerktouni et Bd El Massira Al Khadra
Casablanca
Téléphone : +212 (0) 522 95 41 00
Fax : +212 (0) 522 95 86 43

SITE DE NADOR

Route nationale N°2 - km 18
El Aaroui - B.P. 551 - Nador
Téléphone : +212 (0) 536 60 95 00
Fax : +212 (0) 536 60 94 15

SITE DE JORF LASFAR

Plateau El Jadida
B.P. 856/857 - Jorf Lasfar
Téléphone : +212 (0) 523 38 94 00
Fax : +212 (0) 523 34 52 39

PLATEFORME COMMERCIALE CASABLANCA

Bd Moulay Ismail - route de Rabat
Ain Sebaâ
Téléphone : +212 (0) 522 67 70 10
Fax : +212 (0) 522 24 59 15

CONTACT

Laila Bouchourf
Responsable Cellule Communication
Téléphone : +212 (0) 522 95 41 00
Fax : +212 (0) 522 95 81 77
lbouchourf@sonasid.ma





DIRECTION GÉNÉRALE

Twin Center

Tour A - 18^{ème} étage

Angle Bd Zerktouni et Bd El Massira Al Khadra

Casablanca

Téléphone : +212 (0) 522 95 41 00

Fax : +212 (0) 522 95 86 43